

SEANCES DU MARDI 10 MAI 1983
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 10 MEI 1983ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1964.

PROJET DE LOI (Discussion);

Projet de loi relatif à un emprunt d'assainissement en faveur des pouvoirs subordonnés de la Région bruxelloise.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Pouillet, rapporteur, le chevalier de Donnée, Cudell, Mme Staels-Dompas, M. Désir, Mme De Pauw-Deveen, MM. R. Gillet, R. Maes, Weckx, M. Hatry, ministre de la Région bruxelloise, p. 1964.

Discussion et vote de l'article unique, p. 1979.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1964.

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet betreffende een saneringslening ten voordele van de ondergeschikte besturen van het Brusselse Gewest.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heren Pouillet, rapporteur, ridder de Donnée, Cudell, mevrouw Staels-Dompas, de heer Désir, mevrouw De Pauw-Deveen, de heren R. Gillet, R. Maes, Weckx, de heer Hatry, minister van het Brusselse Gewest, blz. 1964.

Beraadslaging en stemming over het enig artikel, blz. 1979.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTERLe procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.La séance est ouverte à 10 h 10 m.
De vergadering wordt geopend te 10 u. 10 m.

CONGES — VERLOF

MM. Marmenout, pour raison de santé; Coppens et Van Der Niepen, à l'étranger, demandent un congé.

Vragen verlof: de heren Marmenout, om gezondheidsredenen; Coppens en Van Der Niepen, in het buitenland.

— Ces congés sont accordés.

Dit verlof wordt toegestaan.

MM. Vanderpoorten, Bascour, Van Daele, Vandermarliere, Geldolf, Seeuws, Op 't Eynde, Gerits et Belot, pour des devoirs administratifs; Delmotte, pour d'autres devoirs; Daems, pour des obligations familiales; Mouton, de Bruyne, Van Roye et Verbist, pour raison de santé, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce matin.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Vanderpoorten, Bascour, Van Daele, Vandermarliere, Geldolf, Seeuws, Op 't Eynde, Gerits en Belot, wegens bestuursplichten; Delmotte, wegens andere plichten; Daems, wegens familieplichten; Mouton, de Bruyne, Van Roye en Verbist, om gezondheidsredenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI RELATIF A UN EMPRUNT D'ASSAINISSEMENT
EN FAVEUR DES POUVOIRS SUBORDONNES DE LA REGION
BRUXELLOISE*Discussion et vote de l'article unique*ONTWERP VAN WET BETREFFENDE EEN SANERINGSLENING
TEN VOORDELE VAN DE ONDERGESCHIKTE BESTUREN
VAN HET BRUSSELSE GEWEST*Beraadslaging en stemming over het enig artikel*

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi relatif à un emprunt d'assainissement en faveur de la Région bruxelloise.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet betreffende een saneringslening ten voordele van het Brussels Gewest.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. Poulet, rapporteur. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, le projet de loi dont je suis rapporteur a suscité de nombreuses demandes de renseignements statistiques adressées au ministre des Affaires bruxelloises. Je me suis efforcé de classer ces informations afin de présenter au Sénat une vision aussi claire que possible de la situation des communes bruxelloises.

J'ai ainsi été amené à regrouper ces informations en sept chapitres. Le premier reprend des comparaisons entre communes de l'agglomération bruxelloise et communes d'agglomérations non bruxelloises comparables, essentiellement Anvers, Liège, Charleroi et Gand.

Le deuxième englobe diverses informations permettant de faire des comparaisons entre communes bruxelloises et de dresser l'inventaire des interventions de l'Etat et de la Région au bénéfice des dites communes.

Le troisième chapitre traite de problèmes plus spécifiques, notamment des immigrés, de la charge hospitalière, etc.

Quant au quatrième, il est relatif à la situation financière de l'agglomération.

Ensuite, j'ai synthétisé les différentes questions et réponses qui concernaient, d'une part, la politique d'assainissement menée par le ministre des Affaires bruxelloises à l'égard des communes bruxelloises, politique conditionnant l'emprunt, et, d'autre part, l'emprunt lui-même et ses modalités.

Permettez-moi de passer rapidement en revue les points forts de ces chapitres.

Dans la comparaison entre communes bruxelloises et non bruxelloises, c'est évidemment la part des communes bruxelloises dans le Fonds des communes qui est la plus marquante. Un chiffre est

frappant à cet égard. Si on compare les différentes communes des agglomérations du pays, on trouve par habitant pour les communes regroupées à la suite des fusions: dans l'agglomération anversoise, 17 255 francs; dans l'agglomération gantoise, 19 441 francs; dans l'agglomération bruxelloise, 7 047 francs; dans l'agglomération de Charleroi, 13 520 francs; dans l'agglomération liégeoise, 21 953 francs.

Ces chiffres sont également significatifs quant à l'évolution de la contribution du Fonds des communes. En effet, pour l'ensemble des communes bruxelloises, le montant absolu de l'intervention du Fonds des communes est en recul entre 1976 et 1981. De 7 944 millions, on passe à 7 266 millions. Pour les autres agglomérations, il s'agit non pas d'un recul, mais d'une progression sensible.

Sur le plan des comparaisons entre les communes bruxelloises, l'une des indications les plus intéressantes concerne les recettes, les dépenses et le déficit par habitant. Cette comparaison donne souvent une image assez différente de la situation des communes bruxelloises les unes par rapport aux autres.

Un des problèmes spécifiques et primordiaux des communes bruxelloises, est celui de l'immigration, avec un chiffre d'immigrés plus important dans la région de Bruxelles-Capitale que dans l'ensemble de la Région flamande et, s'il est inférieur à celui de la Région wallonne considérée dans sa totalité, il est supérieur au chiffre de la population immigrée de n'importe quelle province wallonne.

Le déficit hospitalier est aussi fort impressionnant pour certaines communes de l'agglomération. Un tiers, sinon davantage, de la recette du Fonds des communes passe en remboursement de déficit hospitalier, alors que certaines d'entre elles ne sont gestionnaires d'aucun hôpital.

Je passe rapidement à l'ensemble de la politique d'assainissement. Les réponses du ministre ont explicité sa conception du plan d'assainissement des finances communales bruxelloises qui doit permettre aux communes d'accéder à l'emprunt en question.

J'en arrive au dernier chapitre: les modalités de l'emprunt. La caractéristique essentielle de cet emprunt est qu'il est totalement à charge des communes et que, dès lors, comme un certain nombre d'intervenants l'ont souligné, il ne s'agit pas d'une solution de fond. En effet, s'il permet aux communes de faire face à leurs besoins les plus urgents, il augmente leurs charges financières alors que, très souvent, ce sont précisément ces charges qui les mettent en difficulté.

Voilà, monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, un bref résumé de mon rapport. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est au chevalier de Donnée.

M. le chevalier de Donnée. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, permettez-moi de vous dire d'emblée que j'estime qu'il s'agit d'un bon projet. D'abord, bien sûr, parce qu'il permettra d'éviter que seize communes de la Région bruxelloise ne soient en cessation de paiement d'ici au 1^{er} octobre 1983.

Mais c'est aussi un bon projet, il est important de le souligner, parce que le gouvernement subordonne le bénéfice d'une participation à l'emprunt à des mesures draconiennes d'économie déterminées par l'exécutif de la Région bruxelloise. Le gouvernement évite ainsi l'erreur de donner aux communes de l'agglomération bruxelloise un nouveau ballon d'oxygène inconditionnel, qui donnerait à certains l'illusion fallacieuse que la gestion communale n'est en fait soumise à aucune contrainte budgétaire réelle.

Il est, en effet, grand temps que les gestionnaires communaux de toutes les régions du pays fassent un sérieux examen de conscience budgétaire et réexaminent d'un œil critique l'utilité de tous les postes de leur budget dont ils peuvent maîtriser l'évolution.

Cela étant dit, l'excellent rapport de la commission des Finances du Sénat fait apparaître une fois de plus que les difficultés financières des communes bruxelloises sont très loin d'être exclusivement dues à des erreurs de gestion des responsables communaux.

La responsabilité de l'évolution de certains facteurs démographiques, de la dégradation du tissu urbain, de la formation de certains ghettos a été clairement soulignée dans le rapport et je n'y reviendrai pas. Le rôle de la région en tant que capitale de l'Europe et du pays constitue également une source de dépenses exceptionnelles qui ne pèsent pas uniquement sur Bruxelles-ville. Or, celle-ci est la seule commune qui soit réellement indemnisée pour le rôle de capitale que jouent en fait les dix-neuf communes de l'agglomération.

Enfin, la régionalisation des finances communales a eu pour effet de dégraisser sérieusement la part des communes bruxelloises dans le Fonds des communes. Or, les missions traditionnelles que doivent remplir les communes bruxelloises et les obligations légales qui pèsent sur elles, par exemple, le financement du déficit des CPAS et des hôpitaux, sont les mêmes que celles qui pèsent sur les autres communes urbaines du pays.

Le sort fait actuellement aux communes bruxelloises paraît donc injuste. L'ampleur et les modalités de l'intervention de l'Etat dans le financement de ces communes doivent dès lors être repensées. Bruxelles ne demande toutefois pas de privilèges. Elle demande simplement que la solidarité nationale joue également en sa faveur dans les domaines spécifiques où elle connaît de graves difficultés structurelles pour des raisons qui dépassent largement les possibilités d'action et la responsabilité des gestionnaires communaux. Bruxelles a également ses «secteurs nationaux», si je puis utiliser cette image en ce qui concerne nos communes en difficultés. Comme les deux autres régions, Bruxelles compte également sur la solidarité nationale pour les assainir. (*Applaudissements sur les bancs libéraux.*)

M. le Président. — La parole est à M. Cudell.

M. Cudell. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, à l'occasion de la discussion de ce projet, je voudrais formuler brièvement deux réflexions essentielles.

Au préalable, je tiens à féliciter le rapporteur pour son excellent rapport qui embrasse toute la problématique en question. Il situe parfaitement le cadre dans lequel ce projet est déposé et combien, M. de Donnée l'a d'ailleurs souligné, la solution apportée n'est nullement structurelle, mais répond seulement à une situation d'urgence.

La crise économique justifie une politique d'austérité. Cela dit, il n'est pas bon de faire la leçon aux communes et d'évoquer leurs dépenses, voire leur irresponsabilité.

Nul ne peut nier que les communes ont, au temps des vaches grasses, mené parfois une politique à la mesure des moyens importants dont elles disposaient alors.

Il ne faut jamais l'oublier, les communes bruxelloises par exemple, pouvaient compter alors sur une répartition du Fonds des communes qui n'est plus la même, depuis la régionalisation. Cela apparaît clairement dans le rapport et le ministre l'a mentionné dans son exposé en commission, mais il est bon de le souligner en séance publique.

La régionalisation a privé les communes bruxelloises d'une part extrêmement importante de leurs ressources. De plus, l'Etat n'a pas appliqué sa propre loi. En 1976 notamment, il avait été décidé que le Fonds des communes serait adapté aux recettes de l'Etat.

Je ne juge pas quant au fond, mais je tiens à souligner que le non-respect par l'Etat de la loi du 1976 est une des causes fondamentales des difficultés des communes. Vous-même, l'avez dit dans votre exposé, monsieur le ministre, mais cela doit être répété clairement ici.

J'ajoute que ce «droit de tirage» prévu par votre projet, ne sera accordé que dans certaines conditions. Nous voulons bien, mais il s'agit d'un droit de tirage sous forme d'emprunt à rembourser par les communes.

Or, la plupart des communes ploient sous le fardeau de la charge de leur dette et nous allons encore accroître cette dernière.

Je connais une commune qui, si elle n'avait pas à supporter la charge de la dette, aurait des finances en équilibre. Et je ne parle pas de la dette afférente à des investissements, mais de celle résultant des emprunts de trésorerie qui ont dû être contractés ces dernières années pour payer notamment le personnel, mais aussi le CPAS, la sécurité sociale et l'impôt sur les personnes physiques.

Vous allez nous donner des droits de tirage, dans certaines conditions que je ne discute pas pour le moment. Mais je le répète, la charge de la dette s'en trouvera encore considérablement accrue, ce qui rendra extrêmement aléatoire l'assainissement que vous proposez.

Dans cette commune que je mentionnais à l'instant, il est manifeste que l'accroissement de la charge de la dette sera de l'ordre de 70 à 100 millions de francs par an. Sous prétexte de vouloir rétablir l'équilibre de ses finances, on aggraverait donc encore ses difficultés.

Je voudrais rappeler la proposition que nous avons faite à la conférence des bourgmestres; à savoir qu'il conviendrait d'obtenir, pour les communes, une solution semblable à celle qui a été trouvée dans un domaine que vous connaissez bien, monsieur le ministre, puisque vous avez la responsabilité des Classes moyennes: la reprise de la charge de la dette par l'Etat.

Il y a deux ans environ, le régime de pension des travailleurs indépendants était compromis en raison de la charge de la dette. L'Etat a repris celle-ci. Des aménagements ont été apportés au régime. Les cotisations notamment ont été augmentées et la participation des milieux intéressés développée. Depuis lors, le régime est reparti à zéro et ne se porte pas mal.

Je crois que c'est dans une formule de l'espèce qu'il faudra trouver une solution, ou tout au moins dans une telle formule aménagée. Le report du début du remboursement à cinq, six ou huit ans par exemple, constituerait déjà un allègement considérable. Je vous demande, en conséquence, monsieur le ministre, d'examiner également des formules de ce genre. Je sais qu'au niveau de l'Etat et du gouvernement central des formules sont à l'étude, notamment celle qui prévoirait un emprunt global pour l'ensemble des communes de ce pays qui ne serait remboursé par elles, que ultérieurement.

Je vous demande si l'on ne pourrait envisager dès maintenant le report du remboursement de l'emprunt à quelques années; autrement dit, pourrions-nous obtenir un délai avant le début du remboursement? (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Staels.

Mevrouw Staels-Dompas. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, door het niet-goedkeuren van de gewestvorming met drie door de Senaat in april 1980 werd Brussel geen derde gewest.

Nog steeds overtuigd van de juistheid van deze beslissing, voelen wij ons toch mee verantwoordelijk voor het lot van Brussel, de hoofdstad van dit land, en dus ook onze hoofdstad.

Zoals andere grote agglomeraties in binnen- en buitenland is Brussel ook niet vrij gebleven van een groot stedelijk verval. Ons komt het nochtans voor dat dit in Brussel, meer dan in andere Europese grootsteden, het geval is. Dit verval, de verkrotting van bepaalde gebieden, het vervallen van vroegere mooie wijken, het zonder doordachte planning optrekken van buildings die het stadsbeeld onherroepelijk hebben geschonden, het niet tijdig restaureren van historische gebouwen en wijken getuigen van een onvoldoend verantwoord beleid dat in de voorbije decennia in Brussel werd gevoerd.

Ik kom de jongste tijd geregeld in Parijs. Het valt mij op dat Parijs een heel andere stad is geworden. Toen we er na de oorlog kwamen was Parijs voor ons een vervallen stad en was Brussel een mooie stad. Nu is het juist het omgekeerde. Het is een vaststelling die wij met pijn in het hart doen.

Ook wij, de niet-Brusselaars, betreuren dit verval grondig en zijn nog steeds bereid mee te zoeken naar middelen om hierin een ommekeer teweeg te brengen.

Andere grote steden in ons land hebben de aandacht en de nodige financiële steun van de nationale overheid gekregen. Het is dus rechtvaardig dat Brussel aandacht blijft krijgen, te meer omdat dit gebied tot onze nationale bevoegdheid blijft behoren.

De memorie van toelichting van het ontwerp van wet en het interessante verslag over de uitzonderlijke goede besprekingen in de commissie leren ons heel wat over de situatie van de Brusselse gemeenten. Het is misschien de eerste maal in de loop der jaren dat zoveel gegevens zijn samengebracht.

Mijnheer de minister, u hebt in uw inleiding een ernstige poging gedaan om de oorzaken van de slechte financiële toestand van de Brusselse gemeenten te ontleden. Met een groot deel van de door u gemaakte analyse kunnen wij akkoord gaan, maar een aantal bedenkingen moeten daarbij toch worden gemaakt.

Heel wat instanties zien de oorzaken van het deficit vooral in de vermindering van het Brussels aandeel in het Gemeentefonds. Dat was in 1976, 20,48 pct. en in 1982, 8,11 pct.

Bij een nuchtere ontleding van de gegevens waarover wij beschikken blijkt dat dit toch maar ten dele waar is.

U zegt in uw inleiding in de commissie dat vóór de regionalisering van het Gemeentefonds de Brusselse gemeenten 20 pct. van deze middelen kregen terwijl slechts 10 pct. van de bevolking van ons land er woont. U maakte er de opmerking bij dat deze gemeenten dus beschikten over ruime middelen, er grote uitgaven mee deden en een ruime personeelsformatie hadden. Toch blijkt dat reeds toen een aantal gemeenten nog boven deze ruime middelen leefden. Op het ogenblik dat het Gemeentefonds werd geregionaliseerd waren reeds meer dan de helft van de Brusselse gemeenten deficitair.

Met meerekening van de speciale dotatie voor Brussel-stad, namelijk 4 pct. van het totaal van het Gemeentefonds, stijgt het aandeel van de Brusselse gemeenten naar 12,7 pct.

De bijkomende middelen die reeds werden toegekend, namelijk de consoliatielening in 1981 van 5,8 miljard, waarvan 4,3 miljard voor de gemeenten en de lening van 4,7 miljard in 1982, brengen de staatstegemoetkoming voor de Brusselse gemeenten over de periode 1976-1982 op 67,7 miljard, zijnde 17,5 pct. Dat is heel wat meer dan 8,11 pct.

Van 1975 tot 1981 genoten de Brusselse gemeenten bovendien volgende tegemoetkomingen.

Ten eerste, een consoliatielening in 1976 ten belope van 1,915 miljard ter aanzuivering van de gemeentelijke deficits van 1975;

Ten tweede, aanzuivering van het ziekenhuiskort in 1976 ten belope van 513 miljoen voor de Brusselse gemeente. De niet-gefusioneerde deficitaire gemeenten werden er namelijk toe gerechtigd de ziekenhuiskorten op 31 december 1975 te consolideren, met overname van de last door de Staat ten laste van de begroting van Volksgezondheid.

Bepaalde taken vallen nu onder de bevoegdheid van de agglomeratieraad en zijn derhalve niet meer ten laste van de gemeentebegrotingen. De agglomeratie doet het al even slecht of zelfs slechter dan sommige Brusselse gemeenten. Ook daar moeten voortdurend toelagen en leningen worden toegekend. Ik som ze niet alle op. Maar dit jaar was er nog 200 miljoen in de begroting van Binnenlandse Zaken ingeschreven voor de agglomeratie Brussel.

Alleen de ontvangsten uit het Gemeentefonds in aanmerking nemen om de financiële situatie van de gemeenten te beoordelen is onvolledig. Voor de gemeenten zijn, volgens de begrotingen van 1982, de ontvangsten als volgt opgesplitst: fondsen 27,7 pct., belastingen 34,8 pct., handel en nijverheid 4,4 pct., onderwijs 16,1 pct. en andere inkomsten 17 pct.

Ook de inkomsten uit de belastingen moet men ontleden om een juist beeld te krijgen van de inkomsten van de Brusselse gemeenten.

Zoals in het verslag is aangeduid bestaan deze belastingen hoofdzakelijk uit de opcentiemen op de onroerende voorheffing en de opcentiemen op de personenbelasting.

Wat de opcentiemen op de onroerende voorheffing betreft, moet men rekening houden met de basis, dit wil zeggen het kadastraal inkomen dat voor de Brusselse regio relatief hoog is. Hoewel de ontvangsten uit deze belastingen zijn aangetast door het stedelijk verval, is de waarde van de woningvoorraad in Brussel nog steeds de hoogste van het hele land. De belastingen die hierop worden geïnd dus ook.

De opcentiemen op de personenbelasting bedragen in Brussel 5 pct. plus 1 pct. voor de agglomeratie.

Uit de slechte evolutie in de demografische samenstelling van de bevolking besluit men gemakkelijk dat er in Brussel geen fiscale draagkracht meer aanwezig is. Dit is niet helemaal juist, want bij de top-tien der Belgische gemeenten met het hoogste rendement van personenbelasting voor 1980-1981 vindt men vier gemeenten van de Brusselse agglomeratie. Op de eerste plaats Sint-Pieters-Woluwe, op de derde plaats Ukkel, op de zevende plaats Watermaal-Bosvoorde, en op de tiende plaats Sint-Lambrechts-Woluwe.

In deze vier gemeenten met rijke inwoners en hoge kadastrale inkomens worden, hoe paradoxaal ook, het minst opcentiemen geheven.

In tabel 2 van het verslag lezen we dat Sint-Pieters-Woluwe, een rijke gemeente, 1 450 opcentiemen heft, Ukkel 1 500 opcentiemen, Watermaal-Bosvoorde 1 535 opcentiemen en Sint-Lambrechts-Woluwe 1 650 opcentiemen. Brussel-stad slaat alle records met slechts 1 333 opcentiemen.

M. Désir. — Vous savez très bien que la péréquation cadastrale a été plus forte dans ces communes-là, madame.

Mme Staels-Dompas. — Pas uniquement à Bruxelles. In Vlaams-Brabant zijn ze veel hoger dan in Brussel. Dat is trouwens vermeld in het verslag. In Brussel is een gemiddelde verhoging toegepast.

Indien we op basis van de tabellen 1 en 2 van het verslag de inkomsten van de gemeenten voortkomend uit het Gemeentefonds aangevuld met de fiscale inkomsten berekenen per inwoner, dan komen wij tot een ander beeld. Ik bespaar u de cijfers, mijnheer de minister. Ik heb daarover berekeningen gemaakt. Het zou de moeite lonen ze te onderzoeken. Bij gelegenheid wil ik daarover met u persoonlijk spreken.

Het onevenwicht gebaseerd op de onevenwichtige verdeling van het Gemeentefonds wordt voor een groot deel rechtgetrokken door de fiscale ontvangsten. Met 10 pct. van de bevolking bekomt Brussel 14 pct. van de personenbelasting.

Een andere reden die wordt aangehaald om het deficit van de Brusselse agglomeratie te verklaren, is het groot aantal vreemdelingen. Ik wil daarover slechts in het kort enkele bedenkingen maken, hoewel daar veel kan worden over gezegd. Dit probleem is inderdaad reëel, maar de lasten die daarmee verband houden, worden misschien wel overdreven. Ik kan dit aantonen met twee voorbeelden. Een eerste betreft de minimex. Op 3 585 personen die op 1 januari 1983 in aanmerking kwamen voor de minimex, waren slechts 279 vreemdelingen of 7,7 pct. Dit is mede het gevolg van de zeer strenge reglementering ter zake.

Een tweede gegeven betreft de eerste aanduidingen in verband met de bijstands- en verplegingskosten, OCMW, die in dezelfde richting wijzen.

Wat echter veel meer heeft bijgedragen tot het ontstaan van het deficit, zijn de verliezen van de openbare ziekenhuizen. De betrokken gemeenten hebben de jongste jaren ter zake een abnormaal beleid gevoerd vooral in verband met het aantrekken van nieuwe ziekenhuizen op hun grondgebied. Ik heb persoonlijk meegemaakt wat men in Sint-Lambrechts-Woluwe heeft gedaan opdat het academisch ziekenhuis Saint-Luc van de UCL zich daar zou vestigen. Hetzelfde geldt voor Anderlecht.

M. Désir. — Saint-Luc et Erasme ne sont pas des hôpitaux de CPAS.

Mevrouw Staels-Dompas. — Een deel van de verliezen wordt toch gedragen door de OCMW. Men zou daarover nog veel kunnen zeggen en men zou de situatie eens grondig moeten ontleden, ten einde een duidelijke inzicht te krijgen.

M. Désir. — Mais non, vous vous trompez !

Mevrouw Staels-Dompas. — Het deficit van de openbare ziekenhuizen in Brussel bedraagt 1 605 miljard voor 1 120 119 ligdagen. In Vlaanderen bedraagt het deficit 1 330 miljard voor 5 867 163 verpleegdagen terwijl het deficit in Wallonië 1 845 miljard bedraagt voor 3 867 163 verpleegdagen. Wij stellen dus vast dat het deficit in Brussel in wanverhouding staat tot de verpleegdagen.

De huidige minister van Volksgezondheid heeft bevestigd dat 68 pct. van de Brusselse ziekenhuisbedden overtalig is. Bovendien zijn het bijna allemaal academische ziekenhuisbedden met extra dure ligdagen en onderzoeken. In het verleden werd dus een totaal verkeerd beleid gevoerd dat werd aangewakkerd door de concurrentie onder de Brusselse gemeenten.

Een volgend punt betreft het onderwijs. Volgens de begroting van 1981 bedroeg nationaal het totaal negatief saldo 13,7 miljard. Hiervan neemt Brussel 26,7 pct. of 3,4 miljard voor zijn rekening.

Dit groot aandeel in het deficit wordt veroorzaakt door het feit dat het aantal leerkrachten hoger ligt dan de algemene normen en dat meer voordelen worden toegekend. Sanering van de uitgaven is bijgevolg noodzakelijk. De uitgaven ten laste van de gemeente voor onderwijs per inwoner bedragen in het Brusselse gewest 3 679 frank per jaar, in Vlaanderen 961 frank en in Wallonië 1 439 frank.

Voor goederen in de dode hand en onroerende voorheffing werd aan Brussel 153 880 miljoen toegekend. Ook andere gemeenten hebben gebouwen waarop zij geen onroerende voorheffing kunnen heffen. Zo is het tegoe per inwoner te Antwerpen groter dan te Brussel.

De bijzondere verplichtingen die voortvloeien uit de functie van Brussel als hoofdstad en als zetel van internationale instellingen, werden door een werkgroep, opgericht ingevolge de regeringsverklaring van december 1981, in mei 1982 geraamd op 2 813 730 000 frank.

Dit werd ruim berekend, mijnheer de minister, u kan dat zelf controleren. Hiervan moet worden afgetrokken de dotatie voor de stad Brussel die 2,437 miljoen belooft in 1982 en in 1983 stijgt tot 2,576 miljoen, dit om de bijzondere verplichtingen, die Brussel als hoofdstad en als internationale stad heeft, te vergoeden.

Brussel geniet ook een aantal voordelen door zijn bijzonder statuut. Ik noem er maar enkele op: een grotere bijdrage van de Staat in de openbare werken en de wegeninfrastructuur; een groter arbeidsaanbod; een merkkelijk hogere bijdrage in het openbaar vervoer; een nationale culturele infrastructuur met nog bijzondere toelagen.

Uit een ernstige kosten-batenanalyse, gemaakt door Leuvense economen, blijkt dat de hoofdstedelijke en internationale functie van Brussel eerder een batig saldo vertoont.

Iedereen is het erover eens dat er iets moet gebeuren, maar Brussel zelf moet ook inspanningen doen en veel meer dan in de jongste jaren is gebeurd.

Voor de saneringsleningen voor de Vlaamse gemeenten worden onder meer de twee volgende voorwaarden vereist: een minimale fiscaliteit moet worden vastgesteld en er moet worden ingestemd met de bijstand van een begeleidingsgroep. Ik geef twee voorbeelden. Genk in Limburg heft 12 pct. opcentiemen op de personenbelasting en Mechelen heeft de opcentiemen opgetrokken tot 4 000 en heft 10 pct. op de personenbelasting. Is dit ook voorzien voor Brussel?

Wat de sanering van de agglomeratieraad betreft, wij zullen daarop terugkomen wanneer wij de Brusselse Gewestbegroting zullen bespreken. Ik wil maar op één punt ingaan.

Een vergelijkende studie met andere Belgische steden, alsmede met Europese en Amerikaanse steden, zou volgens *Pourquoi Pas?* van februari 1983 aantonen dat voor de huisvuilophaling binnen de agglomeratie 700 personeelsleden en 120 wagens zouden volstaan. Nu zijn er 1 410 personeelsleden en 300 wagens.

In het verleden werden er nog saneringen beloofd, onder andere om de toekenning van de consolidatielening te bekomen. Ik maak al verschillende jaren in de Senaat mee dat hierover telkens discussies plaatshebben. Wat is er reeds concreet gebeurd? Er werden verslagen opgemaakt; werden die reeds ingediend, mijnheer de minister? Dit is echter niet voldoende. Studies maken is goed, maar men moet maatregelen nemen gezien de slechte evolutie en het voortdurend bijpassen door de centrale overheid.

Is het juist dat er reeds voorschotten op deze nieuwe saneringslening werden uitbetaald aan Vorst, Jette, Sint-Gillis, Etterbeek en Schaarbeek? Zijn er nog andere gemeenten?

Hoe is dit gebeurd en onder welke voorwaarden werden ze toegekend? Hoe zal u dit alles controleren? Is het juist dat u voor de uitoefening van de voordij, waarvan veel zal afhangen voor de onmiddellijke toekomst, slechts twee ambtenaren ter beschikking hebt?

Tussen haakjes, mijnheer de minister, er is voor het voorlopige Brusselse Gewestparlement, dat intussen werd afgeschaft, nog altijd een hoge ambtenaar in dienst die nog steeds wordt betaald, maar geen werk presteert. Kunt u hem niet inschakelen in de voordij?

Wat denkt u over de volgende eventueel te nemen maatregelen: een betere interne verdeling van het Gemeentefonds, spreiding van de bijzondere dotatie voor de stad Brussel over verscheidene gemeenten in verhouding tot de bijzondere verplichtingen als hoofdstedelijke gemeente, fusies van de gemeenten om tot rationalisatie te komen — dit vragen wij al jaren maar blijkbaar is zulks in Brussel niet mogelijk —, een ernstige aanpak van de verenigingen zonder winsttoegmerken die gemeentelijke taken vervullen. Bijvoorbeeld, in Sint-Pieters-Woluwe zijn er meer dan dertig VZW. Het probleem gesteld door de intercommunales moet worden bestudeerd want in 1980 waren er in Brussel 23 intercommunales tegenover ongeveer 230 voor het hele land, met op 31 december 1981 een personeelsbestand van 2 586 in Brussel tegenover 16 623 in het hele land. De sector van de ziekenhuizen zou beter moeten worden doorgelicht, ook wat de contracten met de universitaire ziekenhuizen betreft.

Dit zijn maar enkele vragen. Wij zouden er veel meer kunnen stellen maar daarvoor ontbreekt ons vandaag de tijd.

Mijnheer de minister, er groeit in Vlaanderen goodwill ten opzichte van Brussel, meer tegenover de Brusselse gemeenten dan ten opzichte van de agglomeratie.

Bewijs hiervan is dat in verscheidene Vlaamse bladen herhaaldelijk werd opgekomen voor de herziening van de verdeelsleutel van het Gemeentefonds — zelfs in het *Blad van de Vlaamse Volksbeweging* gebeurde dit. Dat is een verheugend feit.

De overtuiging groeit dus dat de verdeelsleutel voor het Gemeentefonds nadelig is voor Brussel maar ook voor Vlaanderen. Minstens zou de notie « oppervlakte » eruit moeten verdwijnen zoals bepaald in het CVP-wetsvoorstel van de heer Cardoen, ingediend in de Kamer in 1981-1982. Mocht dit wetsvoorstel worden aangenomen, wat zeker niet eenvoudig zal zijn omdat het een politieke kwestie is, zou, bijvoorbeeld, voor 1981 het aandeel van Brussel per inwoner stijgen van 4 834 frank tot 6 927 frank; met de speciale dotatie zou dit meer dan 9 000 frank bedragen. Voor Vlaanderen zou dit 5 857 frank per inwoner worden en voor Wallonië 5 665 frank per inwoner.

De CVP van Brussel-Hoofdstad hield op 23 april 1982 een open-partijdag waar een oproep gedaan werd om zich te beraden over de niet-communautaire geladen problemen van Brussel. Het recent initiatief tot overleg van enkele CVP-senatoren uit Brussel-Halle-Vilvoorde, is trouwens een rechtstreeks resultaat van deze open-partijdag.

Dit alles belet nochtans niet dat er bij ons een grote ongerustheid blijft over de evolutie van de financiën van de Brusselse gemeenten. De tekorten per inwoner, die sterk zijn toegenomen, hebben een aantal structurele oorzaken: dit moet men dus grondig aanpakken en daarvoor is een goede begeleiding van de gemeenten zeker noodzakelijk.

Maar er zijn ook gedragsmatige oorzaken: de scheiding tussen enerzijds de financiële verantwoordelijkheid voor het vinden van nieuwe inkomsten in eigen gemeente en het zuiniger beheer van de gemeente, en anderzijds, het steeds maar met succes beroep doen op de hogere overheid voor het bekomen van consolidatieleningen, thesaurieleningen, saneringsleningen en andere bijkomende toelagen houdt een groot gevaar in voor de toekomst.

Men zou de uitgavenpolitiek van het verleden blijvend kunnen voortzetten vermits men toch altijd van hogerhand bijkomende voordelen bekomt.

De vraag mag dan ook terecht worden gesteld hoe de gemeenten deze nieuwe lening van 9 miljard zullen terugbetalen. Gebeurt dit niet, dan draait de nationale overheid hier ook weer voor op. Mijnheer de minister, uw verantwoordelijkheid als voorgedijverheid is hierin zeer groot. Ik hoop dat u zich daarvan bewust is.

En met een laatste beschouwing en waarschuwing wil ik besluiten. Na de staatshervorming van augustus 1980 en de achteruitgang van het FDF in Brussel is de communautaire hetze in Brussel-Halle-Vilvoorde wat geluwd.

Thans horen we opnieuw stemmen opgaan van de Brusselse vleugel van een Franstalige partij — namelijk de zevende partij van het land die de fakkel van het FDF wil overnemen — om opnieuw het lot van de Brusselse Vlamingen te koppelen aan dat van de Franstalige inwijkelingen in Vlaams Brabant. Wij betreuren dat deze groep gemeend heeft de grenzen van Brussel opnieuw te moeten aanvechten. Wij stellen klaar en duidelijk: voor Vlaanderen is dit niet bespreekbaar. In het Parlement werd de gewestvorming met drie afgewezen in april 1980. De regionalisering van Vlaanderen en Wallonië werd in augustus 1980 gerealiseerd en moet nog verder groeien.

Brussel 19 is onze hoofdstad en moet als een hoofdstedelijk gebied tot ontplooiing kunnen komen binnen zijn huidige grenzen. Niets meer of iets minder zullen we aanvaarden. Tot deze ontplooiing van Brussel willen we onze bijdrage leveren. (*Applaus op de banken van de CVP.*)

M. R. Gillet. — Vous avez juré d'observer la Constitution. L'article 107^{quater} existe.

Mme Remy-Oger. — Et prévoit trois régions.

M. R. Gillet. — Ce que vous venez de dire, madame Staels, va à l'encontre de votre serment.

Mevrouw Staels-Dompas. — Maar in artikel 107^{quater} is niet bepaald dat het drie identieke gewesten moeten zijn. Er zijn drie delen waarvan een het gewest Brussel vormt. U hebt veel gezworen waaraan u zich niet hebt gehouden.

M. le Président. — La parole est à M. Désir.

M. Désir. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, il a fallu qu'apparaisse au grand jour la déconfiture d'une grande cité comme Liège pour qu'enfin on s'aperçoive, par comparaison, que les communes bruxelloises vivent depuis longtemps un drame quasi similaire.

Je tiens tout d'abord à rendre hommage au rapporteur, M. Pouillet, qui a mis en exergue, chiffres à l'appui, toute une série d'évidences connues de nous depuis longtemps.

Nous ne cessons de signaler, depuis la funeste redistribution depuis 1976 du Fonds des communes, qu'il existe une discrimination flagrante basée sur ses trois critères.

Je ne voudrais pourtant pas ici, enchaînant sur l'intervention de notre collègue féminine, en déduire qu'il faut absolument revoir cette clé de répartition dans un sens qui, rendant justice à la Région

bruxelloise, augmenterait la part de la Région flamande, le tout au détriment de la Région wallonne.

La question est beaucoup plus vaste. En fait, il s'agit d'un problème de traitement des communes, de manière à garantir leur véritable autonomie.

Vous vous en rendez certainement compte, ce n'est pas demain, en diminuant proportionnellement la part du Fonds des communes attribuée à la ville de Liège, par exemple, qu'on arrivera à régler ses problèmes. C'est d'une telle évidence qu'il me semble inutile de le rappeler. Néanmoins, il s'agit là d'un problème d'ensemble concernant plutôt notre conception de la redistribution de l'impôt.

Je voudrais attirer l'attention de M. le ministre sur le fait que nous ne sommes pas obligés de comparer les régions entre elles. Pour la première fois, très heureusement, à travers le rapport de notre collègue, M. Pouillet, est apparue une comparaison de gestion entre les grandes agglomérations; on n'y compare que des choses similaires.

Bruxelles a des charges de capitale nationale et internationale mais, avant cela, c'est une agglomération dense. Elle peut être comparée, en Belgique, à quatre autres grandes agglomérations, à savoir Anvers, Charleroi, Gand et Liège, avec toutefois des nuances car, effectivement, certaines obligations diffèrent d'une ville à l'autre. A partir d'une certaine densité, il naît automatiquement des charges plus spécifiques, comme des entretiens de voiries beaucoup plus nombreuses, des missions de police, etc.

Le tort, jusqu'ici, a été de comparer des régions à partir de leur superficie. Mme Staels a fait à ce propos une remarque tout à fait correcte; c'est un critère dont on peut discuter le bien-fondé ou l'opportunité.

Nous devons, tous ensemble, avec l'arrière-pensée de remettre véritablement de l'ordre dans les finances communales, revoir cette définition des critères. Nous ne pourrions y arriver qu'en répartissant autrement le produit de l'impôt.

Je me permets de vous livrer quelques comparaisons à la lumière de calculs que j'ai faits en ce qui concerne les communes bruxelloises. Les chiffres peuvent être légèrement rectifiés mais, toutes charges comprises, en moyenne, dans l'agglomération bruxelloise, on dépense à peu près 20 p.c. de ce que représentent les charges publiques globales de la nation. Autrement dit, on dépense 80 p.c. pour l'Etat, à travers ses organismes ministériels ou parastataux, et 20 p.c. seulement pour les communes, tous impôts et dotations compris. Ces chiffres peuvent être affinés et modulés en ce qui concerne les grandes agglomérations.

Je voudrais demander d'abord au gouvernement quel plan d'assainissement il prévoit pour les ministères et les parastataux... car, l'exemple devant venir d'en haut, il me semble qu'il y aurait là un immense effort à faire et que cela donnerait autant d'indications valables pour les communes.

Le projet de plan d'assainissement ne me plaît pas, et d'abord dans son titre. J'aimerais qu'on parle « d'austérité », puisque celle-ci est indispensable dans les circonstances économiques actuelles, car « assainissement » laisse entendre qu'il y a eu gestion malsaine.

Malgré certaines remarques, faites à cette tribune, je puis vous assurer, chiffres à l'appui, que les dépenses en personnel et en frais de fonctionnement dans les dix-huit communes bruxelloises, sont généralement beaucoup moins élevés, exception faite pour Bruxelles-ville — il faut rendre à César ce qui appartient à César —, que dans la plupart des autres grandes villes.

La nécessité est apparue pour la nième fois — nous avons tenu chaque fois le même discours à cette tribune et ailleurs — de reconsidérer le problème de Bruxelles. Nous n'avons pas encore, à ce jour, de personnalité juridique. Nous ne pouvons donc pas agir comme Vilvoorde, par exemple, à laquelle il a été accordé un emprunt de sauvetage dont les charges étaient entièrement prises en compte par la Région flamande; je suppose que des solutions similaires ont été prises ou seront prises en Région wallonne.

En ce qui concerne la Région bruxelloise, elle est obligée de passer par un emprunt du Crédit communal qu'on appelle emprunt de trésorerie, ballon d'oxygène... On a parfois dit que j'avais « une dent » contre le Crédit communal; je déplore simplement que nous soyons obligés de passer par un organisme de crédit public dont le statut est un peu particulier, créé à l'initiative des communes pour qu'il leur vienne en aide et qui se comporte aujourd'hui comme un organisme financier privé. J'en veux pour preuve l'exposé de son directeur-gérant, lors de la dernière assemblée générale. Il a bien défini que cette société anonyme de droit privé devait se comporter un peu comme une banque puisque ses actionnaires sont ses clients privilégiés, c'est-à-dire ceux qui apportent leur argent à la banque.

Par ailleurs, il affirme que « cet organisme a été créé pour pouvoir prêter à des conditions favorables aux pouvoirs locaux ». Nous sommes loin de compte !

Dans la suite du rapport — j'y vois une critique mais aussi une petite pointe d'admiration — M. le directeur-gérant précise que « durant ces dernières années, une des priorités a été d'équiper les agences du Crédit communal de la manière la plus moderne et la plus efficace. C'est ainsi, par exemple, que sur l'ensemble des agences, 318 ont utilisé, en 1982, les dernières techniques électroniques pour les services des guichets ». Je me réjouis, bien sûr, de cette extraordinaire recrudescence d'activité du Crédit communal, mais elle se fait sur le dos des communes et d'autres pouvoirs publics.

Le même directeur-gérant, dans ses commentaires, ajoute : « Cependant, l'année 1982 a vu se poursuivre la baisse des demandes de crédit des institutions locales. » Il faut bien constater que, pendant, que le Crédit communal prospère, il enregistre une diminution très nette des demandes de crédit, les possibilités d'investissement et la marge de manœuvre financière des autorités locales étant très étroites. Elles le seront d'ailleurs encore plus après cet emprunt. Ce sont souvent les investissements qui pâtissent de situations financières difficiles.

Néanmoins, plus loin dans son rapport, le même directeur-gérant reconnaît qu'« Il me semble que l'on ne met pas assez en évidence que l'autonomie de décision des pouvoirs locaux, et en particulier de la commune, dans le respect de la tutelle, est une des premières garanties de la démocratie de notre pays. » Là, je relève une contradiction profonde, que je souligne en passant. Il me semble que l'activité actuelle du Crédit communal devrait déboucher sur — et je reprends toujours les termes du rapport — « la création de dizaines de milliers d'emplois, directement ou indirectement dépendants de l'activité des communes, provinces, intercommunales et autres institutions locales. Or, le même directeur-gérant poursuit en affirmant que « notre souci doit être de préserver... » — c'est un souci honorable — « ... l'épargne privée en faisant en sorte que nous suivions de très près les taux élevés pratiqués par les institutions privées. » En définitive, la finalité de ce Crédit communal s'estompe progressivement au fil des décennies. Je tenais à faire ces remarques parce que l'obligation nous est faite, faute de personnalité juridique de la Région bruxelloise, de passer par ce biais. Cela va évidemment devenir de plus en plus lourd, comme l'ont fait remarquer d'autres intervenants avant moi. La charge de cet emprunt, malgré l'effort d'assainissement que vont faire les municipalistes, sera à ce point lourde qu'on se demande comment elle pourra être compensée par le contrepois de cet effort.

Nous avons fourni des efforts depuis six ans et nous continuerons dans cette voie. Tous mes collègues chargés de l'administration des communes en ont certainement fait autant. Mais au total, à cause de cette charge supplémentaire que d'autres ne subiront pas, les dix-huit communes bruxelloises — je considère toujours à part la ville de Bruxelles qui reçoit une dotation spéciale — seront traitées différemment.

M. Basecq, premier vice-président, prend la présidence de l'assemblée

Mevrouw Staels-Dompas. — Mijnheer Désir, mag ik even een opmerking maken?

Al de leningen van de vorige jaren ten bedrage van ongeveer 10 miljard zijn ten laste, zowel qua afbetalingen als qua interesten, ofwel van de nationale regering op de begroting van Binnenlandse Zaken ofwel van het gewest.

Tot nu toe hebben de Brusselse gemeenten zelf nog niets moeten terugbetalen van al de toegekende voordelen. Het is inderdaad de eerste keer dat de gemeenten zelf zullen moeten opdraaien voor het terugbetalen van deze saneringsleningen.

M. Désir. — Cela tendrait à prouver que, depuis 1976, on assiste à une chute verticale. En effet, comme vous l'avez très justement fait remarquer, nous sommes passés de 20 p.c. du Fonds des communes avec des charges tout à fait justifiables, à 8,4 p.c. Cela signifie aussi qu'on a exagéré dans le sens d'un étranglement. Manifestement, il faudra corriger le tir car, actuellement, la gestion est rendue impossible.

Je reconnais, monsieur le ministre, que vous n'en portez pas la responsabilité. Vous essayez de trouver des solutions et vous avez proposé un plan draconien, mais je souhaite d'abord que les ministères et les parastataux montrent l'exemple aux communes.

Puisqu'on fait souvent référence aux pays voisins, parlons-en. On y trouve aussi des entités comparables à Bruxelles. Mme Staels a parlé de la rénovation de Paris, et je l'en remercie. Dans d'autres villes de France, comme en Hollande ou en Allemagne, la technique de gestion est différente. Cela provient simplement du fait qu'au départ, l'équilibre obligatoire du budget est réalisable dans la mesure où la redistribution de l'impôt se fait différemment. C'est incontestablement le cas en France, où les charges sont considérables, mais où la police ne dépend pas des villes. Dans les cités allemandes ou scandinaves, on atteint des taux extraordinaires: plus de 50 p.c. des dépenses publiques, par exemple, au Danemark vont aux communes et plus de 35 p.c. en Suède. Il y a donc là une autre manière de concevoir l'autonomie communale et nous la revendiquons aussi.

Permettez-moi de revenir maintenant à quelques détails et de répéter, tout d'abord, que votre ballon d'«oxygène» risque de nous asphyxier encore plus.

En ce qui concerne le principe du comité d'accompagnement cité dans l'exposé des motifs et les conditions du prêt, je me suis posé, comme d'autres, la question de savoir s'il ne s'agissait pas là, une fois de plus, d'une restriction de l'autonomie communale et si ces mesures n'allaient pas à l'encontre des principes contenus dans la loi communale, si même elles n'étaient pas quelque peu inconstitutionnelles.

Quoi qu'il en soit, elles nous obligeront à mettre en place une escouade de fonctionnaires. Je me demande comment vous parviendrez à créer ces comités parallèles. Pour 19 communes, la charge sera très lourde et je crains qu'il y ait là une aggravation supplémentaire au lieu d'un assainissement.

Vous avez envoyé toute une série de directives dans les municipalités. Nous en acceptons bien volontiers certaines, mais nous nous interrogeons à propos de quelques autres. Nous nous demandons notamment si, par le blocage du recrutement du personnel, on ne se montre pas injuste à l'égard de certains services qui fonctionnent fort bien. Je me permets de prendre ici la défense des fonctionnaires qui remplissent correctement leur tâche. Il est certain qu'ils ont le droit de tomber malade ou de prendre leur retraite. Or, vous avez posé des conditions très précises: on ne peut procéder au remplacement d'un seul agent que peu compenser la perte ou le défaut de trois autres. C'est obliger, dans certains cas, des fonctionnaires victimes d'un accident de santé ou ayant acquis le droit à la retraite, à continuer à assurer le service. Dans de grandes communes, comme par exemple à la ville de Bruxelles, les services étant plus nombreux, les vides momentanés posent moins de problèmes. Le cas est tout différent dans des petites entités.

J'en viens au blocage de tout engagement de CNT et de CST. Vous nous offrez la possibilité de recourir au troisième circuit de travail, mais vous bloquez systématiquement tout autre mode de recrutement. Nous avions trouvé là une occasion — et cette mesure avait rendu d'éminents services aux communes —, d'utiliser des chômeurs, parmi les 55 000 de la région bruxelloise, leur permettant ainsi de valoriser les études qu'ils avaient faites dans des services communaux ou des services parallèles.

Nous ne pourrions poursuivre cette politique et nous devons simplement renvoyer ces personnes au chômage, ce qui soulagera sans doute les finances communales, car nous payons de temps à autre la moitié des salaires, mais ce qui ne constitue certes pas une bonne solution globale, car les charges de la collectivité s'en verront augmentées.

J'en viens aux dépenses facultatives. Bien souvent, certaines dotations constituent une forme de traitement que nous allouons à du personnel hautement qualifié; le fait d'envisager la suppression de certains services nous mettrait dans l'obligation, en vertu de la législation existante et des décisions des tribunaux, d'octroyer à ce personnel un préavis parfois très long dont, sans contrepartie, la charge pèsera lourdement sur les finances communales.

J'émettrai la même remarque pour l'encouragement à la prépension.

Le système actuel est tel que, dans nos administrations, un prépensionné peut bénéficier d'un traitement plein pendant x mois en fonction du nombre d'années pendant lesquelles il n'a pas obtenu de congés de maladie. Pendant ce temps, nous sommes obligés de le remplacer par quelqu'un qui a droit à une indemnité pour exercice d'une fonction supérieure, ce qui entraîne des charges supplémentaires.

Il faut donc aborder ces mesures avec prudence et en songeant à leur répercussion sur les charges réelles d'une commune.

En ce qui concerne la police, vous nous avez donné comme instruction de transférer les tâches administratives qui leur sont

confiées, vers d'autres services de l'administration de sorte qu'elle puisse se consacrer uniquement à sa mission propre.

Etant donné que le personnel de certains services administratifs est déjà limité au strict nécessaire, nous ne voyons pas comment nous pourrions, sans créer des emplois nouveaux, ou sans adjoindre à ces services une série d'auxiliaires, leur demander de faire face à ces différentes tâches confiées actuellement à la police, dont certaines relèvent tant du domaine administratif que judiciaire et ne peuvent, dès lors, être traitées par n'importe quel autre agent administratif.

Pour les CPAS, vous nous avez donné des consignes d'austérité. Cependant, aussi longtemps que certaines lois sont imposées par le gouvernement national ou par le Parlement — en ce qui concerne le minimex notamment —, nous ne sommes que des exécutants et les mesures de restrictions ne peuvent venir des communes.

Il faut, selon vous, monsieur le ministre, pousser à l'informatisation dans la plupart des secteurs. D'après nos renseignements, il semble que cette informatisation va entraîner une série de frais supplémentaires pour les communes.

Dans un premier temps, nous n'aboutirons certainement pas à une diminution du personnel. Au contraire, il est vraisemblable que nous devons engager un personnel spécialisé complémentaire. Si, dans un souci de rationaliser les services administratifs et de nous situer dans le courant moderne, nous approuvons la nécessité de l'informatisation, nous pensons qu'elle risque d'entraîner des charges nouvelles, à moins que nous ne recevions une aide pécuniaire appropriée.

Je terminerai en soulignant qu'il est une notion à laquelle nous tenons beaucoup, que ce soit à Bruxelles, à Liège, à Anvers, à Charleroi, dans une commune urbaine ou dans une commune rurale: celle du service public. A travers toutes les mesures d'assainissement ou d'austérité qui sont proposées, nous tenons à défendre le caractère des relations directes entre ceux qui administrent les communes et leurs concitoyens.

Nous ne sommes pas d'accord pour qu'on limite la mission des communes à l'enregistrement des pièces administratives, en supprimant tout contact humain.

La véritable autonomie communale, monsieur le ministre, ne peut faire fi des relations humaines auxquelles nous, gestionnaires communaux, tenons par dessus tout. Elles constituent l'essentiel de notre mission.

Par conséquent, si nous sommes obligés de suivre le plan que vous nous proposez, nous tenons néanmoins à faire état d'un certain nombre de restrictions justifiées. (*Applaudissements sur les bancs du FDF.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, het feit dat een saneringslening ten voordele van de ondergeschikte besturen van het Brusselse Gewest moet worden aangegaan, bewijst hoe slecht de financiële toestand van de Brusselse gemeenten wel is. Dat is algemeen geweten. Ook de oorzaken zijn bekend. Er werd hier reeds op gewezen vandaag.

Brussel ontsnapt niet aan de verarmende evolutie, die alle andere grote steden in België en in de wereld kennen en waarvan de oorzaken dezelfde zijn. Bovendien moet Brussel nog andere kosten en lasten dragen die voortvloeien uit haar positie als hoofdstad. Ook dit alles hoeft niet te worden herhaald.

Op het ogenblik onderzoeken een aantal Franstalige en Vlaamse Brusselse parlementsleden, op informele vergaderingen, deze oorzaken.

Ze zijn er zich van bewust, dat een aantal sociaal-economische problemen van het hoofdstedelijk gewest met het communautaire weinig of geen uitstaans hebben en dat men niet kan wachten op de definitieve structuren van Brussel — waaraan zeker moet worden gewerkt — om die aan te pakken. Aan het zoeken naar oplossingen werk ik graag mee — dat weten mijn collega's — in positieve zin. Enkele maanden geleden heb ik voorstellen in die zin gedaan.

Nochtans wens ik ook als Vlaamse Brusselaar in deze openbare vergadering enkele opmerkingen te maken in verband met sommige oorzaken van de moeilijke toestand van de Brusselse gemeenten.

Zo zou ik in verband met de ontvolking er toch willen op wijzen dat de Vlamingen die te Brussel wonen, nog meer redenen hebben dan de Franstaligen om Brussel te verlaten. Als Vlaming te Brussel leven is immers niet makkelijk. Sommige gemeentebesturen zijn correct tegenover hun Vlaamse inwoners, maar niet alle. Zo gebeurt het vaak dat aan een loket aan iemand die Nederlands spreekt, toch

Franse in te vullen documenten worden overhandigd. Om geen moeilijkheden te zoeken, zal de betrokkene toch het Franse formulier invullen, wat de statistieken vervalst, maar daar gaat het vandaag niet over.

M. Désir. — A la poste, c'est contraire.

M. R. Gillet. — Nos communes ne sont pas suspectes, vous le savez bien, Allez à la poste à Bruxelles et vous verrez que c'est exactement l'inverse.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Ik heb meer dan eens meegemaakt dat de bediende achter het loket van het postkantoor in het Justitiepaleis te Brussel enkel Frans kende.

M. Désir. — C'est une exception.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — U heeft blijkbaar klachten in tegengestelde zin over de postkantoren. Ik had het echter over de loketten van de gemeenten. Aan vele loketten wordt aan Nederlandstaligen Franse in te vullen documenten gegeven. Ik weet dit uit ervaring.

M. R. Gillet. — Dans quelles communes?

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Als Vlaming moet men telkens de reactie hebben om Nederlandstalige formulieren te vragen. Vele Vlamingen durven dit niet en vullen dus de Franse formulieren in. Op deze wijze worden dan statistieken gemaakt die nadelig uitvallen voor de Vlaamse bevolking in Brussel. Dit is onaanvaardbaar.

Vandaag gaat het echter niet over de statistieken. Ik wil er alleen op wijzen dat de Vlamingen niet altijd onvriendelijk worden behandeld, maar toch Franstalige formulieren in de handen krijgen gestopt. Dat is maar een voorbeeld.

Mevrouw Staels-Dompas. — Al deze ambtenaren krijgen een tweetaligheidspremie.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Al deze ambtenaren zijn inderdaad tweetalig. Zij zullen u in het Nederlands te woord staan, maar geven toch een Franstalig formulier. Er zijn nog omstandigheden waardoor de Vlamingen zich in Brussel niet thuis voelen.

M. R. Gillet. — Quelles communes?

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Ik ga het verhaal hierover niet opnieuw vertellen. Probeer maar eens in Brussel als Vlaming te leven, overall voortdurend Nederlands te praten en dan zult u weten wat het betekent in Brussel een Vlaming te zijn.

M. R. Gillet. — Allez à la poste et aux comptes de chèques postaux : vous serez édifiée.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — De Franstaligen hebben redenen om Brussel te verlaten, maar de Vlamingen hebben nog bijkomende redenen om uit die stad te vluchten. Om de ontvolking tegen te werken zouden de Brusselse gemeentebesturen erover moeten waken dat de Vlaamse inwoners zich thuisvoelen in de gemeentehuizen en andere gemeentelijke instellingen, zoals de ziekenhuizen van het OCMW bijvoorbeeld. Franstalige dokters zijn vaak een bijkomende hinderpaal voor Vlaamse patiënten.

Mevrouw Staels-Dompas. — Het is beneden alles!

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Ik ken het geval van een Vlaamse vrouw die naar Bordet werd verwezen — al is dit overal het geval — om geopereerd te worden van borstkanker. De eerste behandeling mislukte omdat deze vrouw niet had begrepen wat de Franstalige dokter haar had voorgeschreven. Dergelijke zaken maken het de Vlamingen moeilijk om zich in Brussel thuis te voelen en zetten ze er dus toe aan, de hoofdstad te verlaten.

M. Désir. — Ces médecins doivent réussir un examen.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Wij kennen die examens. Als ze toch een examen hebben afgelegd, waarom spreken ze dan geen Nederlands! Ik herhaal het, de Brusselse gemeentebesturen moeten erover waken dat de Vlamingen zich in de hoofdstad thuisvoelen.

De saneringslening wordt toegestaan op voorwaarde dat de gemeenten maatregelen nemen om hun financiële toestand te verbeteren. Aangezien de ontvolking één der oorzaken is van die slechte toestand, zou als één der voorwaarden van de lening, ook de tegemoetkomende houding van de gemeentebesturen tegenover de Vlamingen moeten worden gesteld.

Ook de zogenaamde «ontvetting» van Brussel is een gevaar voor onze hoofdstad en nu richt ik mij zowel tot de Walen als tot de Vlamingen. Weliswaar zijn er een groot aantal pendelaars, maar hun aanwezigheid betekent toch ook wat voor de kleinhandel en de culturele sector te Brussel. Indien door de ontvetting administraties Brussel verlaten, zullen die activiteiten verminderen en zullen bovendien waarschijnlijk ook mensen die te Brussel wonen maar elders in het land moeten gaan werken, daarheen verhuizen.

Daarom begrijp ik ook niet de reacties van de Franstaligen tegen het feit dat Brussel onder andere ook de hoofdstad van Vlaanderen is; ik druk op het onder andere. Brussel is ook Europese hoofdstad én hoofdstad van België én hoofdstad van de Franse Gemeenschap. Indien u de Vlaamse instellingen die te Brussel gevestigd zijn ook verjaagt, dan zullen die activiteiten nog verminderen en zullen nog een aantal Brusselaars hun stad verlaten. Het blijkt echter dat sommige Franstaligen nog liever in een stervende stad heersen dan enige tegemoetkoming aan de Vlamingen te doen.

De heer R. Maes. — Zeer juist.

M. R. Gillet. — C'est du romantisme dépassé. Soyez donc réaliste!

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer Gillet, u vertegenwoordigt toch niet al de Franstaligen. Ik ben een realiste, maar u is het niet. Bepaalde Franstaligen zien Brussel nog liever sterven, dan iets voor de Vlamingen te doen.

Dat is spijtig en dat is ten eerste te betreuren.

Het is de hoogste tijd dat zij inzien hoe de aanbreng van de Vlamingen voor Brussel positief kan zijn. Waarom schilderen bepaalde Franstaligen Vlaanderen af als de vijand van Brussel? Gelukkig zijn niet alle Franstaligen die mening toegedaan.

Zo is de raad van beheer van het Verbond van de ondernemingen van Brussel paritair samengesteld uit Franstaligen en Vlamingen. Ook weet men langzamerhand dat de criteria voor de berekening van de verdeelsleutel van het Gemeentefonds en van de dotaties aan de gewesten in het voordeel van Wallonië zijn uitgevallen ten koste van Brussel.

Die ongunstige verdeelsleutel voor Brussel is ook één van de oorzaken van de slechte toestand en zelfs minister Hatry stelt voor die criteria te wijzigen.

Daarom herhaal ik ook het voorstel dat ik bij de bespreking van de begroting der Dotaties aan de gemeenschappen en aan de gewesten voor het begrotingsjaar 1983, op 15 maart jongstleden, vanop deze tribune deed, namelijk het volgende: het weglaten van een criterium, namelijk dat van de oppervlakte. Dit is natuurlijk het criterium dat het ongunstigste is voor Brussel. Uitgaande van de gegevens voor 1982, zouden de percentages, als men die oppervlakte laat wegvallen, en er als volgt uitvallen: 56,68 pct. voor Vlaanderen, 31,42 pct. voor Wallonië en 11,90 pct. voor Brussel.

Het verschil, van 8,04 pct. naar 11,90 pct. is belangrijk genoeg om te overwegen het criterium «oppervlakte» weg te laten. Indien men Brussel van de ondergang wil redden, is het de hoogste tijd de verdeelsleutel te wijzigen.

In verband met de verdeling van het Gemeentefonds wordt vaak op de gunstpositie van Brussel-stad gewezen. Ongetwijfeld zijn die supplementaire gelden verantwoord, maar het kan niet worden tegengesproken dat ook de andere Brusselse gemeenten een aantal lasten dragen die dezelfde zijn als die van Brussel-stad. Dit zou verantwoord dat deze gemeenten ook een supplementaire toelage krijgen.

In het zeer goede verslag namens de commissie door de heer Poulet, staan zeer interessante tabellen. Zou er nog één kunnen worden aan toegevoegd, namelijk over de fiscaliteit in 1976? De vergelijking tussen 1982 en 1976 zou immers ook tot interessante conclusies kunnen leiden.

Ook zou cijfermatig moeten worden onderzocht wat het resultaat zou zijn van enerzijds, de fusie van alle Brusselse gemeenten, anderzijds van de fusie van de negentien gemeenten, tot zes à tien gemeenten.

U weet immers dat er twee formules worden overwogen, de volledige fusie of een fusie tot zes à tien gemeenten.

M. Désir. — Vous êtes d'accord avec le rapporteur ?

M. R. Gillet. — Vous avez de beaux exemples avec les fusions de communes. Il ne manquerait plus que cela. Vous voulez que nous tombions encore plus bas ?

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Laat mij toch uitspreken. Luister naar wat ik te zeggen heb vooraleer u opmerkingen maakt. Ik wilde zeggen dat deze kwestie inderdaad zeer politiek geladen is. Bij deze politieke discussie is het echter noodzakelijk over objectieve cijfers te beschikken, juist om niet alleen een louter politieke beslissing te treffen. Het is goed te weten welk resultaat de fusie zou geven bij eventuele rationalisering.

Mme Remy-Oger. — En matière de fusion de communes vous avez un bel exemple avec la ville d'Anvers.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Daarom moeten er juist berekeningen worden gemaakt. Het is niet uitgesloten dat besparingen kunnen worden gedaan. Men moet leren uit andere fusies die niet zo gunstig waren.

De agglomeratieraad werd ook in het leven geroepen om te rationaliseren. Dat leven duurt nu al overmatig lang, bijna elf jaar. Voor een instelling is dat werkelijk veel.

Het is dan ook niet te verwonderen dat het de agglomeratieraad zo slecht gaat. In 11 jaar kan immers heel wat worden verspilld. Zo zou men eens moeten onderzoeken, bij wijze van voorbeeld, hoeveel miljoenen naar VZW zijn gegaan die het werk deden dat door de administratie kon worden uitgevoerd, onder leiding — waarom niet ? — van de schepenen die bevoegdheidsloos buiten alle beleid werden gehouden.

Dank zij die VZW kon men ook aan de taalwetten ontsnappen en uitsluitend Franstaligen werk geven. Bij gelegenheid van de in de omzendbrief van 25 januari 1983 betreffende de saneringsplannen van de Brusselse gemeenten en de Brusselse agglomeratie aangekondigde controle van de begrotingen en rekeningen van de VZW, zou dus ook moeten worden nagekeken wie daar wordt tewerkgesteld.

Sedert nieuwe systemen van tewerkstelling zijn ingevoerd, worden die ook « misbruikt » om Franstaligen tewerk te stellen. Ziehier wat de burgemeester van Etterbeek, de heer L. Defosset, verklaarde :

« L'administration communale se bat pour procurer des emplois à ces milliers de francophones recalés comme non-bilingues par les examinateurs désignés par l'Etat. »

M. R. Gillet. — Très bien !

Mevrouw De Pauw-Deveen. — « Si, de ce fait, elle ne peut les recruter dans son cadre, l'administration communale d'Etterbeek les recrute comme chômeurs mis au travail ou cadre spécial temporaire.

Ce sont plus de 200 chômeurs qui ont ainsi trouvé, ne fût-ce que temporairement, un travail à Etterbeek, tout en étant payés par l'Onem. »

Zij worden dus ook met het geld van de Vlamingen betaald. Dat is onaanvaardbaar. Deze systemen worden misbruikt om enkel aan Franstaligen werk te bezorgen.

M. Désir. — Si on n'est pas bilingue, on doit donc aller au chômage !

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Waarom is u niet tweetalig ? Omdat u te lui is of weigert de tweede landstaal te leren, moet men voor u buigen en voordelen schenken onder meer langs BTK-projecten. In de circulaire aan de gemeenten en aan de Brusselse agglomeratie wordt gevraagd de volledige lijst van het personeel, de BTK'ers en tewerkgestelde werklozen mede te delen doch er wordt niet gevraagd de taalrol te vermelden. Dit is onaanvaardbaar want ook de taalrol is van belang. De Vlamingen hebben evenveel recht op arbeid in Brussel als de Franstaligen.

M. R. Gillet. — C'est comme dans les écoles, par exemple, où il y a deux fois plus de place chez les néerlandophones que chez les francophones.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Wij spreken hier niet over het onderwijs maar over de gemeentebesturen.

M. Désir. — C'est du racisme culturel !

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Dat kan ik niet aanvaarden ! De Vlamingen geen toegang verlenen tot BTK-projecten, dat is een vorm van racisme. Ik ben allesbehalve een racist. Tijdens de betoging vorige zondag stapte ik op de eerste rangen, maar de burgemeesters van Brussel heb ik daar niet gezien. Hoe durft u mij te beschuldigen van racisme !

M. R. Gillet. — Comment faites-vous dans les écoles ? Pourquoi ces avantages accordés aux Flamands ?

M. Weckx. — Vous avez reçu la liberté du père de famille. C'est vous qui l'aviez demandée.

M. le Président. — Puis-je vous demander de ne plus interrompre l'orateur.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Men moet een keuze maken. U, die weigert Nederlands te leren, wil u van Brussel een Franstalige stad maken die zal verkommeren en zal sterven of wil u van Brussel de hoofdstad maken van een tweetalig land ? Het lijkt wel of u de dood wil van Brussel.

M. Désir. — Il y a une menace : si vous ne vous ne flamandisez pas, vous mourrez.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Er is geen kwestie van « flamandisation ». Wij wensen enkel dat de Vlamingen op een gelijke wijze berechtigd worden en zich zouden thuisvoelen in Brussel. Brussel heeft er trouwens alle voordeel bij. Wie in Brussel geen rekening houdt met de Vlamingen, wil de dood van Brussel. Zal u ook het geld weigeren dat uit Vlaanderen kan komen wanneer voor deze lening een beroep wordt gedaan op de publieke kapitaalmarkt ? Indien de Vlamingen geen waarborgen krijgen voor hun leefbaarheid te Brussel, riskeert men dat zij ook niet zeer geneigd zullen zijn hun geld in Brussel te investeren. Dat is zeer cru gezegd maar het gaat om de redding van Brussel.

M. R. Gillet. — Nous recevons à peine la moitié de l'argent que nous donnons !

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Het geld gaat inderdaad naar Wallonië.

M. R. Gillet. — Vers la Flandre aussi !

M. le Président. — Monsieur Gillet, vous aurez bientôt la parole. Je vous demande de cesser vos interruptions et de laisser poursuivre l'orateur. Restez calme, je vous prie.

M. R. Gillet. — De quoi parle-t-on, monsieur le Président ? D'un emprunt d'assainissement en faveur des communes ? Nous entendons des insultes permanentes à l'égard des francophones !...

M. Wyninckx. — Lorsque M. Gillet viendra à la tribune, nous ne le laisserons pas parler non plus !

Vraiment, ce n'est pas sérieux.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Tenslotte is er nog een ander punt. In de saneringsmaatregelen moet heel wat aan personeel worden uitgespaard. Anderzijds tracht men door werktijdverkorting meer mensen tewerk te stellen. Graag kwam ik dan ook te weten hoe een eventuele tewerkstellingspolitiek dank zij werktijdverkorting zal gepaard gaan met de voorgestelde saneringen. De tewerkstelling moet immers prioritair zijn.

Over de saneringslening zelf heb ik het niet gehad, evenmin over het principe. De vraag kan worden gesteld of die wel zin heeft, in welke mate die lening de Brusselse problemen oplost. De leenlasten zullen de begrotingen immers weer bezwaren. Aangezien wij de zin van de lening betwijfelen en wij het betreuen dat van de gelegenheid geen gebruik werd gemaakt om de gemeenten aan te zetten erover te waken dat hun Vlaamse inwoners zich helemaal zouden thuisvoelen, aangezien de tewerkstelling niet wordt bevorderd, zal mijn fractie tegen dit ontwerp van wet stemmen. (Applaus op de socialistische banken.)

M. le Président. — La parole est à M. Roland Gillet.

M. Wyninckx. — Le voilà ! Que va nous raconter celui qui interrompt toujours tout le monde ?

De heer R. Maes. — Nu gaan we de waarheid horen.

M. le Président. — Je vous prie d'écouter M. Gillet.

M. R. Gillet. — Monsieur le Président, je n'interromps pas toujours tout le monde. J'interromps quelquefois certains orateurs, surtout quand ils disent des bêtises.

Mme De Pauw-Deveen. — Merci !

M. R. Gillet. — Je croyais qu'on allait parler de l'emprunt dit d'assainissement et je constate qu'on parle de la situation des Flamands à Bruxelles.

M. Wyninckx. — Oui, à la suite de vos menées politiques !

M. R. Gillet. — Continuez, monsieur Wyninckx. Je ne m'énervrai pas. Allez-y !

M. Wyninckx. — Vous vous énervez tout le temps.

M. R. Gillet. — Non, non, allez-y. J'attendrai que vous ayez fini.

M. Wyninckx. — J'aurai fini quand vous aurez fini !

M. R. Gillet. — Donc, on a parlé de la situation des Flamands à Bruxelles. Je puis dire à Mme De Pauw, au sujet d'une commune que je connais bien, celle dont je suis encore — peut-être pour peu de temps ou pour très longtemps, on verra bien — le bourgmestre...

M. Wyninckx. — Vous ne la connaissez pas tellement bien et vous ne semblez pas bien connaître vos électeurs !

M. R. Gillet. — Je ne crois pas qu'il y ait dans cette commune — j'en prends à témoin des Flamands bruxellois qui la connaissent bien — des discriminations comme celles dont parle Mme De Pauw.

M. Wyninckx. — Mme De Pauw ne disait pas cela.

M. R. Gillet. — Par contre, lorsque je vais à la poste dans ma commune, je n'y entends parler que le néerlandais.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Dat heeft niets te maken met de saneringslening.

M. R. Gillet. — Mme De Pauw a demandé l'égalité entre francophones et néerlandophones.

M. Wyninckx. — La prochaine fois, vous serez candidat dans une autre commune !

M. R. Gillet. — Voici un exemple. Pourquoi y a-t-il une telle discrimination, en matière scolaire, à l'avantage des néerlandophones ?

De heer Weckx. — Omdat u het gevraagd hebt...

M. R. Gillet. — Parce que les francophones ont obtenu la liberté du père de famille. Ce n'est malheureusement pas le cas dans la périphérie, malgré l'engagement qui avait été pris.

De heer R. Maes. — Hoeveel besteedt u aan de Nederlandstalige scholen in uw gemeente ? Nul frank !

M. R. Gillet. — Cela dit, après cet échange de vues linguistique...

M. le Président. — Je vous prierais d'en revenir à l'objet de notre discussion.

M. R. Gillet. — Volontiers, monsieur le Président.

M. Wyninckx. — M. Gillet ne laisse pas aux autres l'occasion d'exposer leurs vues.

M. R. Gillet. — Monsieur le ministre, je voudrais tout d'abord reconnaître que le rapport de M. Poulet est excellent; je rejoins en cela ce qu'ont dit mes collègues. Il est excellent surtout parce qu'il fait apparaître, chose élémentaire et essentielle, que les communes bruxelloises sont très bien gérées par comparaison avec les autres communes du royaume; pareille constatation s'impose.

Je remercie le rapporteur et le ministre de nous avoir communiqué les tableaux comparatifs qui ont été publiés dans ce rapport.

A M. Hatry, je dirai que je me suis régalé en les examinant. Il me permettra certainement quelques minutes de digression, il y en a eu bien d'autres... Je considère, monsieur le ministre, que, malgré la campagne délirante de membres de votre parti, lors des dernières élections communales, ma commune n'est pas si mal gérée. Dans la quote-part du Fonds des communes, quelles sont les plus déficitaires ? Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre, qui reçoivent le moins de toutes les communes de Belgique.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Dit zijn ook de rijkste gemeenten.

M. R. Gillet. — On criait à la richesse de Woluwe-Saint-Pierre. Trouvez-vous vraiment qu'un centime additionnel y soit tellement plus élevé ? Pas du tout. Parmi vos chiffres, monsieur le ministre, je relève 174 000 francs pour ma commune contre des montants de 500 000, 800 000, voire 1 100 000 francs à Bruxelles-ville; Woluwe-Saint-Pierre se situe nettement en-dessous. De plus, son taux de péréquation cadastrale est le plus haut et celui des additionnels le plus bas. Or, on nous l'a reproché. Mme Staels-Dompas ne s'est pas rendu compte que la péréquation cadastrale a été plus élevée dans ma commune que dans d'autres.

Quant aux frais de fonctionnement, par habitant, ils restent dans une très bonne moyenne à Woluwe-Saint-Pierre. De plus, les dépenses d'enseignement, par habitant, sont les moins élevées de l'agglomération bruxelloise. Vos chiffres le démontrent.

M. Hatry, ministre de la Région bruxelloise. — Et la dette ?

M. R. Gillet. — J'y arrive, monsieur le ministre.

M. Hatry, ministre de la Région bruxelloise. — C'est un gros problème.

M. R. Gillet. — En effet, mais le seul problème est la charge de la dette. A Woluwe-Saint-Pierre, elle est la plus importante de toutes les communes ou presque égale à celle d'Ixelles: 460 millions à Woluwe-Saint-Pierre contre 410 millions à Ixelles.

Par contre, monsieur le ministre, selon vos chiffres, Woluwe-Saint-Pierre a un patrimoine de 3 milliards et Ixelles un patrimoine de 500 millions. Je ne saurais assez insister sur cette différence. Par comparaison avec la commune gérée par votre prédécesseur, monsieur le ministre, je considère que la mienne ne l'est pas mal du tout, contrairement à ce qu'on a insinué ces derniers temps.

Revenons au problème lui-même.

Tout le monde le reconnaît, le scandale fondamental de cette situation est la répartition du Fonds des communes, passée de 20 p.c. à 8 p.c. Il est vrai qu'il s'impose de la revoir.

On peut envisager, nous dit-on, par exemple, une révision en fonction de la superficie. Belle astuce ! Car cela vous permettra aussi de renflouer en partie les communes flamandes. C'est très habile. (*Intervention de Mme De Pauw-Deveen.*)

Il serait tellement plus simple de tenir compte de ce qu'on donne et de ce qu'on reçoit. Bruxelles fournit à l'Etat 14 p.c. ou plus de ses ressources. Pourquoi ne lui accorder que 8 p.c. ?

La répartition du Fonds des communes est une répartition scandaleuse, chacun en convient, et une solution doit être recherchée.

M. Demuyter, prédécesseur de M. Hatry, en avait prévu une: il avait parlé, en Comité ministériel, d'un critère de densité de la population qui paraissait pouvoir constituer une solution. Mais ce critère a été oublié; on n'en parle plus.

Ma première question au ministre des Affaires bruxelloises est, dès lors, la suivante: Où en est-on avec la proposition de M. Demuyter d'instaurer un critère supplémentaire de densité, de manière à revoir la répartition du Fonds des communes sur une base plus logique ?

C'est vous, monsieur le ministre, qui êtes, sur ce plan, notre représentant et notre défenseur au sein du gouvernement, vous qui devez obtenir cette modification des critères de répartition du Fonds des communes.

J'en arrive à l'emprunt qui, pour la première fois, Mme Staels l'a fait remarquer, est totalement à charge des communes bruxelloises.

Je me pose la question: La bonne intention de l'emprunt ne va-t-elle pas mettre les communes bruxelloises dans une situation encore plus dramatique? Elles vont devoir supporter une charge supplémentaire. Certaines ne vont-elles pas s'enfoncer davantage? A moins que, et c'est là une nouvelle importante, l'intervention de l'Etat de manière à ramener à 7 p.c. le taux d'intérêt des emprunts des villes et des communes, ne joue pour les communes bruxelloises. A ce moment-là, l'emprunt que nous allons voter pourrait être une des solutions aux problèmes. Mais nous n'aurons pas de solution si vous continuez à laisser les communes bruxelloises payer des intérêts énormes. Il y a, monsieur le ministre, un côté positif aux conditions mises à cet emprunt: c'est le coup de fouet donné aux communes pour les forcer à trouver l'équilibre budgétaire en 1988. Je considère que c'est une bonne chose. Il faut agir dans ce sens mais ne pas rendre la réalisation de cet équilibre budgétaire impossible pour les communes en augmentant sans cesse leurs charges, par exemple, en leur faisant supporter les intérêts des emprunts qu'on contracte pour elles.

Je souhaite vous poser des questions complémentaires, monsieur le ministre. Je vous rappelle que la première était: Où en est-on à propos des critères de répartition du Fonds des communes?

La deuxième question, me dit-on, n'a pas été posée en commission et aucune réponse éventuelle n'apparaît dans le rapport. Sans doute cela allait-il de soi, mais je tiens à vous demander en séance publique, monsieur le ministre, quel sera le taux d'intérêt de cet emprunt.

M. Hatry, ministre de la Région bruxelloise. — Je vous répondrai tout à l'heure.

M. R. Gillet. — On emprunte 9 milliards et personne n'a posé cette question: A quel taux d'intérêt?

M. Hatry, ministre de la Région bruxelloise. — Au taux du jour, monsieur Gillet! C'est à ce taux-là que seront calculées les avances que vous allez recevoir pour payer votre personnel.

M. R. Gillet. — Nous avons, monsieur le ministre, reçu votre lettre à ce sujet et nos conseillers communaux ont été obligés, pour bénéficier d'une avance, de contracter un emprunt au taux de 13 p.c. au Crédit communal. C'est un taux supérieur au taux normal et il nous est imposé à un moment où les taux d'intérêt diminuent. La Banque Nationale réduit régulièrement le taux d'escompte. Le taux normal du Crédit communal, je le répète, est moins élevé que 13 p.c. et l'on nous oblige actuellement à emprunter à ce taux-là! C'est regrettable car cela revient à enfoncer encore plus les communes qui doivent emprunter.

En tout cas, si le taux d'intérêt de votre emprunt sera celui du jour, bien que ce ne soit pas 13 p.c., il rendra encore plus difficile la situation des communes.

J'ai encore à vous poser une question que je crois importante, monsieur le ministre. Nous avons tous lu dans la presse que l'Etat, afin de venir en aide à toutes les communes, a décidé de mettre à la disposition de celles-ci, un certain nombre de milliards pour alléger le taux d'intérêt, ce qui constitue évidemment une des solutions aux problèmes de toutes les communes du royaume. Si j'ai bien compris, il est question d'alléger le taux d'intérêt jusqu'à le ramener à 7 p.c. Ma question est la suivante: Les 2 milliards qui concernent Bruxelles sont-ils uniquement destinés à Bruxelles-ville ou bien à toutes les communes de l'agglomération? Bruxelles-ville touche déjà 50 p.c. de ce qui revient, dans le Fonds des communes, aux 19 communes; cela représente 4 milliards. En arriverait-on maintenant à ce que le taux d'intérêt de 7 p.c. ne soit accordé qu'à Bruxelles-ville! Je ne le pense pas; je suis convaincu que vous allez nous dire que ces 7 p.c. bénéficieront à toutes les communes bruxelloises. A partir de là, je crois qu'un début de solution pourra être trouvé.

Monsieur le ministre, vous avez donné un peu d'oxygène aux communes bruxelloises, mais vous les laissez toujours dans la situation épouvantable qui est la leur depuis des années, depuis que leur part dans la répartition du Fonds des communes est passée de 20 à 8 p.c.

Tout s'est passé comme prévu. Il faudra bien autre chose que des emprunts dont les charges sont imposées aux communes pour sauver celles-ci. En plus des mesures que les communes prendront elles-mêmes en vue d'atteindre l'équilibre budgétaire, une autre action gouvernementale est absolument nécessaire, que ce soit par le canal d'une modification de la répartition du Fonds des communes, ou d'une intervention de l'Etat en vue d'une réduction du taux

d'intérêt — par exemple à 7 p.c., comme pour les autres communes du royaume — ou d'une révision fondamentale de la fiscalité dans le cadre de la régionalisation, dont a parlé tout à l'heure Mme Staels.

J'ai juré d'observer la Constitution, chère madame, et donc l'article 107^{quater}. La Belgique compte trois régions. Elles doivent exister véritablement. Sinon, la Constitution n'est pas respectée. Si les régions avaient le minimum d'autonomie qui devrait leur revenir, Bruxelles s'en tirerait beaucoup mieux qu'actuellement. Mais c'est là une autre histoire! (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Robert Maes.

De heer R. Maes. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, allereerst feliciteer ook ik de rapporteur met zijn degelijk verslag, waarin ik zeer leerzame cijfers, statistieken en tabellen heb gevonden. Zoals het vaak gaat met cijfers over Brussel, geven sommige ook ditmaal niet helemaal de werkelijkheid weer. Wanneer er bijvoorbeeld in bepaalde tabellen sprake is van een bepaalde uitgave van werkingskosten per inwoner, klopt dit niet, want in vele Brusselse gemeenten is er een merklijk verschil tussen wat voor de Franstalige en voor de Nederlandstalige inwoners per hoofd wordt uitgegeven.

Mag ik er even aan herinneren dat in tal van Brusselse gemeenten, bijvoorbeeld voor het Nederlandstalig onderwijs, of voor de culturele activiteiten van de Nederlandstaligen, vrijwel niets wordt uitgegeven? Dus, wanneer men een getal kleeft op de gemiddelde uitgave van werkingskosten per inwoner, moet dit in aanzienlijke mate worden gecorrigeerd. Dit als eerste opmerking.

Verscheidende sprekers hebben betoogd dat de financiële miserie van de Brusselse gemeenten en van de agglomeratie vooral begonnen is nadat de verdelingscriteria van het Gemeentefonds werden gewijzigd. Ik heb herhaaldelijk de Franstalige Brusselse collega's uitgenodigd een wettelijk initiatief te nemen om hieraan te verhelpen. Wanneer wij in het verslag lezen dat zowat 11 pct. werd afgenomen van de Brusselse dotatie van het Gemeentefonds toen dit op een andere manier werd verdeeld — in 1976, meen ik — blijkt dat van die 11 pct. ongeveer 10 pct. naar Wallonië is gegaan en 1 pct. naar Vlaanderen. De Volksunie is altijd bereid een parlementair initiatief te steunen, waarin deze verdeling opnieuw in een andere richting wordt omgebogen en bijvoorbeeld van die 10 pct., die nu naar Wallonië gaan, opnieuw 5 pct. naar Brussel komen en van de 1 pct., dat nu naar Vlaanderen gaat, opnieuw 0,5 pct. bij de Brusselse dotatie wordt gevoegd. Ik wacht nog altijd op het tot-stand-komen van een dergelijk initiatief.

Een andere oorzaak van de slechte financiële toestand van de Brusselse agglomeratie en de Brusselse gemeenten is het feit, hier al aangehaald, dat een flink deel van de bevolking en dan vooral van de gegoeden, gedurende de jongste twintig-vijfentwintig jaar Brussel verlaten heeft meestal om zich te vestigen in de onmiddellijke omgeving van de hoofdstad. Kijk naar de nieuwe wijken van Kraainem, Wezembeek-Oppem, Sint-Genesius-Rode, Wemmel, Linkebeek enz. Wie heeft precies de uitwijking van die gegoede Brusselaars in de hand gewerkt? Wij niet. Vooral één bepaalde Brusselse partij heeft die uitwijking hardnekkig in de hand gewerkt en verdedigd; ze heeft gepleit voor Franstalige scholen, voor faciliteiten en dergelijke in het randgebied. Nu oogst ze de slechte resultaten van wat ze zelf tientallen jaren heeft verdedigd, want nu zijn in Brussel voornamelijk de minder gegoeden overgebleven; vele anderen hebben zich in de periferie gevestigd.

Men moet weten wat men wil en niet eerst een slechte oplossing in de hand werken om dan later de resultaten ervan te betreuren.

Voor het overige, zoals de minister het trouwens zelf heeft toegegeven, is de slechte financiële toestand van de Brusselse gemeenten en vooral van de Brusselse agglomeratie, ten minste voor een deel ook het gevolg van het feit dat niet zuinig en niet efficiënt werd beheerd, dit in tegenstelling met wat de heer Gillet hierover enkele ogenblikken geleden heeft verklaard.

Ik meen dat wij ten volle gerechtigd zijn dit hier op te merken, zonder het verwijt te moeten incasseren dat wij het speciaal op Brussel zouden hebben gemunt. Andere steden en gemeenten, ook in Vlaanderen, zijn ook niet altijd efficiënt en zuinig bestuurd. Dat is juist. Daar ook hebben de vertegenwoordigers van de Volksunie te gepasten tijde de aandacht op gevestigd.

Wanneer men iets beweert, wordt meestal verwacht dat men feiten en bewijzen aanhaalt. Ik zal dat doen. Wat in het bijzonder de slechte financiële toestand van de agglomeratie betreft, wil ik eraan herinneren dat, wanneer gelijktijdig de agglomeratie en de federaties rond Brussel werden opgericht, een van de opdrachten die de federaties en de agglomeraties te vervullen kregen de ophaling van

het huisvuil was. In de federaties hebben de Vlaamse besturen, die orthodox wilden besturen, zoals dat trouwens hoort, onmiddellijk de retributies verhoogd om de nodige inkomsten te verwerven voor de noodzakelijke uitgaven. In Brussel, met de agglomeratie, heeft men, om louter partijpolitieke, opportunistische en electorale redenen, het huisvuil, gedurende jaren, gratis opgehaald en aldus bewust een groot deficit geschapen waarop men, na enkele jaren, de armen omhoog steekt en verklaart er niet meer aan uit te kunnen. Dit is om electorale redenen gebeurd en is voor ons totaal onaanvaardbaar.

Het was niet de enige stommeit. Mag ik eraan herinneren dat de agglomeratie gedurende enkele jaren een vrij luxueus blad in alle bussen, huis aan huis, heeft doen bestellen, met een uitgave van vele miljoenen tot gevolg? Dat blad was een louter partijpolitieke propaganda voor het FDF. Het is pas na vele jaren van nutteloze besteding en verkwisting dat men daarmee uiteindelijk is gestopt.

Al deze zaken moeten ook in rekening worden gebracht wanneer men hier keer op keer komt klagen over de slechte financiële toestand van de Brusselse gemeenten en de agglomeratie.

M. R. Gillet. — Vous tuez des mouches avec des canons !

De heer R. Maes. — Een ander punt dat ik wil aanhalen, is dat ik voor één keer akkoord kan gaan met wat de heer Gillet hier zoëven heeft gezegd in verband met de remedies die kunnen worden voorgesteld inzake de verdeling van het Gemeentefonds. Hij beweert dat men de criteria zou moeten herzien maar gaat er niet mee akkoord dat bijvoorbeeld het element oppervlakte niet of tenminste niet voor zoveel in aanmerking moet worden genomen. Hij voegt eraan toe dat dit dan ook weer op andere terreinen de Vlamingen ten goede zou komen. Dat is zeer juist. Ook bij de kredieten voor de gewesten worden wij benadeeld door de te grote rol die het element oppervlakte daarin speelt. Dat zou dus volgens de heer Gillet niet mogen worden rechtgezet.

Hij deed een veel beter voorstel: laat iedereen ontvangen in de mate van zijn inbreng. Daarmee ga ik volledig akkoord, maar laat ons dan ook die lijn doortrekken op nationaal vlak. Wij zijn het er onmiddellijk over eens daar ook te ontvangen in verhouding tot onze inbreng. Maar wij aanvaarden niet — en daarover struikelen wij altijd opnieuw wanneer het over Brussel gaat — de politiek van twee maten en twee gewichten.

Wij zijn bereid om verscheidene oplossingen in overweging te nemen, maar op de enig logische voorwaarde, namelijk dat wat voor Brussel geldt ook moet gelden voor Vlaanderen. Dat is een voorwaarde die u blijkbaar niet wilt begrijpen, mijnheer Gillet.

Wij zijn het eens waar u stelt dat iedereen moet krijgen in verhouding tot zijn bijdrage in de opbrengsten. Wij gaan eventueel ook akkoord dat men het criterium van de oppervlakte in het ene maar dan ook in het andere geval weglaat. Wij kunnen achter elke voorgestelde logische oplossing staan maar zijn tegen het systeem van twee maten en twee gewichten.

Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, het spreekt vanzelf dat wij het ontwerp niet zullen aannemen.

Tot slot moet ik er nog aan toevoegen dat ik op één punt met mevrouw De Pauw niet akkoord kan gaan, namelijk dat de oplossing van de financiële problemen van Brussel, zowel van de agglomeratie als van de gemeenten, afzonderlijk zou moeten worden bekeken. Ik meen dat er een globale oplossing moet komen waar de institutionele, en de financiële problemen, alsmede de taalproblemen inzake Brussel moeten samen aan bod komen. Op een andere wijze zullen wij nooit tot een degelijke oplossing komen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

Mevrouw Staels-Dompas. — Dat zal nog lang duren.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Weckx.

De heer Weckx. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, dames en heren, ik zal een enigszins ander geluid laten horen dan de vorige sprekers en terugkomen tot het ontwerp dat aan de orde is en er de technische aspecten in het kort van behandelen.

Sinds de nationale regering in de persoon van de minister van Financiën en de executieve van het Brusselse Gewest op 8 maart 1983 het « ontwerp van wet betreffende een saneringslening ten voordele van de ondergeschikte besturen van het Brusselse Gewest » bij het Parlement indienden, gingen reeds heel wat stemmen op om de snel tot « mammoet » omgedoopte geldlening met alle mogelijke middelen en argumenten in een slecht daglicht te plaatsen en de noodzaak ervan in twiifel te trekken. Beter ware het daarom de

omvang, betekenis en draagwijdte van deze lening tot zijn ware proporties terug te brengen en er tevens de nadruk op te leggen welke de echte rol is die de Brusselse gemeenten in dit geheel zelf hebben te spelen.

Zo kan in de allereerste plaats de nadruk worden gelegd op de opportuniteit van dit wetsontwerp. Daar waar door het Gemeentekrediet voor de Vlaamse en Waalse gemeenten in financiële nood bijkomende trekkingsrechten worden verleend op basis van een saneringsplan, is het, het evenredigheidsbeginsel tussen de gewesten in acht genomen, niet meer dan billijk dat dezelfde mogelijkheid ook aan de Brusselse gemeenten wordt geboden. Spreken van een voorkeursbehandeling in dit verband, waar men in principe een gelijke behandeling beoogt, is bijgevolg getuigen van kortzichtigheid en van gemis aan objectiviteit.

Dat echter de uitwerking van dit gelijkheidsprincipe in de praktijk de aanpassing meebrengt van enkele duidelijk bepaalde modaliteiten, moet worden gezien in het licht van het eigen juridisch statuut, dat het Brusselse Gewest kenmerkt, en kan dan ook geen enkele Brusselse instantie, laat staan de gemeenten zelf, worden aangewreven. Zo geven Vlaanderen en Wallonië, als zelfstandige juridische entiteiten, de gewestwaarborgen, vereist voor deze bijkomende trekkingsrechten, zonder dat zelfs enige nationale wet daarbij het licht moet zien.

Het Brusselse Gewest daarentegen als onvolwaardig rechtspersoon heeft deze mogelijkheid niet, zodat het beroep op de nationale waarborg en dus op een afzonderlijke wet, noodzakelijk is en zodat hieruit al even noodzakelijk, de evaluatie voortvloeit door de beide gemeenschappen in het Parlement vertegenwoordigd.

Is dit nu eenmaal het lot van een gewest sui generis, dan mag in tweede instantie niet uit het oog worden verloren dat de bedoeling van het ontwerp niet inhoudt dat bijkomende financiële middelen blijvend aan de gemeentebesturen worden verstrekt, maar dat hen enkel een waarborg voor een zelf te financieren lening wordt geboden, waarvan de intresten en de delgingslasten dan nog integraal ten laste vallen van deze Brusselse gemeenten zelf.

Bijgevolg mag geenszins worden gesteld dat met het ontwerp alweer nationale gelden in de Brusselse bodemloze putten dienen te worden gedropt. Eenmaal dat deze niet aan te vechten principes duidelijk zijn gemaakt, kan uiteraard wel de vraag rijzen of het bedrag van 9 miljard zelf verantwoord is. Niet alleen is dit verhoudingsgewijze wellicht aanzienlijker dan de bijkomende trekkingsrechten voor de Vlaamse en Waalse gemeenten, maar bovendien is de bepaling van het bedrag op zichzelf vrij arbitrair geschied.

Wetende dat in 1981 het bedrag van de consolidatielening 5,2 miljard bedroeg en het bedrag van de lening in 1982 4,7 miljard, samen 9,9 miljard, en in het besef dat uit de gegevens hem door de verschillende gemeenten verstrekt het gezamenlijk thesaurietekort gedurende 1983 tot 9 miljard zou oplopen, bepaalde de minister van het Brusselse Gewest dat een zelfde bedrag het voorwerp zou uitmaken van het voorliggende ontwerp van wet.

Dit is wellicht de zwakke schakel in het geheel omdat men hiermee de Brusselse gemeenten niet zo duidelijk maakt dat noodzakelijke besparingen zich opdringen, zodat nochtans met het rigide uit te stippelen saneringsplan wordt aangevoerd.

In het licht hiervan durf ik dan ook te pleiten voor een sterk geprononceerde eigen verantwoordelijkheid van de Brusselse gemeenten en voor zeer sterk door hen zelf geleverde inspanningen, waar het besparingen, besnoeiingen en sanering van uitgaven betreft.

Nu immers de eigen nationale Staat, na het voortdurend beroep op financiële hulp in het buitenland, niet meer in staat is de hallucinante berg van financiële verplichtingen en schulden te boven te komen zonder een jarenlang vol te houden en frustrerende politiek van de buikriem, moeten de kleinere openbare besturen zich spiegelen aan deze droevige evolutie. Dit is ten andere ook de betekenis en de zin van de oproep van de minister van Binnenlandse Zaken op 13 en 30 december 1982 waar deze ervoor pleitte vóór het einde van 1988 een evenwicht te brengen in de gemeentelijke financiële aangelegenheden, oproep die op 25 januari 1983 trouwens door de minister van het Brusselse Gewest, alsmede door de beide staatssecretarissen, in de omzendbrief werd overgenomen.

Bijgevolg dienen elk van de Brusselse gemeenten zich duidelijk en bewust te bezinnen — wij weten dat zij daarmee bezig zijn — over de vraag op welke in hun financieel beheer een andere koers inzake inkomsten en uitgaven dient te worden gevaren.

Kunnen op het gebied van de inkomsten, verhogingen van belastingen en tarieven van bewezen diensten worden overwogen of moet op het gebied van de uitgaven niet worden gedacht aan de

aanwervingsstop, aan beperking of afschaffing van bepaalde, niet door de wet voorziene vergoedingen, van niet door de Staat gesubsidieerd onderwijspersoneel, aan de vermindering van onkosten en van alle voordelen, zoals reiskosten, of moeten de overeenkomsten met de VZW's niet strikter worden gecontroleerd?

Dit alles zijn vragen, die de Brusselse gemeentebesturen op een eerlijke wijze dienen te beantwoorden, niet in het minst rekening houdend echter met de soms verstrekende gevolgen die deze antwoorden voor bepaalde bevolkingsgroepen in de Brusselse agglomeratie kunnen hebben. Maatregelen *à la Nols* en dus in het wilde weg, zijn hiervoor ongetwijfeld uit den boze!

Uiteraard zou deze vingervijzing naar de gemeenten zelf, die ik nog wil aanvullen met een dringende oproep — zoals de heer Gillet reeds heeft gedaan — tot solidariteit binnen het Brusselse grondgebied, niet helemaal objectief zijn indien ik hier ook geen poging zou doen om te wijzen op de toch wel serieuze lasten, die de Brusselse gemeenten bezwaren.

Zo is er in de eerste plaats het geheel van verplichtingen van de 19 ten opzichte van hun statuut als Europese-instellingenstad. De werkgroep die op het niveau van het Brusselse Gewest en op initiatief van de nationale regering hiervoor in 1982 bijeenkwam, verklaarde in haar verslag daaromtrent dat deze lasten zich hoofdzakelijk concentreren op het vlak van de niet-inschrijving van diplomaten en internationale ambtenaren van EEG, Nato en Eurocontrol, wat in 1982 een weerslag op de verdeling van het Gemeentefonds van 24,37 miljoen teweegbracht en op het vlak van de vrijstelling van personenbelasting van 475,3 miljoen.

Hierbij heb ik het dan nog niet over de specifieke lasten van Brussel als hoofdstad, die zich vooral situeren in de richting van de verplichte tweetaligheid, zoals de toepassing van de pariteitsregel, het opstellen van documenten in de beide landstalen of het bijkomende gebruik van drukwerken en documenten, samen goed voor een weerslag van om en bij de 900 miljoen. Deze last kan ten andere worden aangevuld door de buitengewone last van de OCMW's inzake behoeftigen ingevolge de veroudering van de bevolking en de geconcentreerde aanwezigheid van gastarbeiders, en door de extra-belasting van de politie voor de uitoefening van haar hoofdstedelijke taken.

Voeg ik hier enerzijds aan toe dat aan de Brusselse gemeenten, met uitzondering van Brussel-stad, die echter als dusdanig niet door de huidige saneringslening wordt geveerd, geen extra-dotaties worden verleend, ten einde het bovengenoemde te compenseren, dan is het duidelijk dat, wat de professoren Heremans en Van Cayseele in hun studie over Brussel in de staatshervorming ook mogen beweren, deze gemeenten een vrij belangrijk financieel nadeel ervaren.

Tevens is het een onbetwistbaar feit dat de Brusselse gemeenten bij de hervorming van het Gemeentefonds in 1977 benadeeld werden in hoofdzaak — ik baseer mij op naakte cijfers — ten voordele van Wallonië. Hierop werd reeds herhaaldelijk gewezen. In 1976 bedroeg het aandeel van de Brusselse gemeenten in het Fonds 20,4 pct., in 1981 nog 8,28 pct., en vandaag nog amper 8 pct.

Bekijken we een en ander nominaal, dan stellen we vast dat het bedrag van het Gemeentefonds, bestemd voor de Brusselse gemeenten en de agglomeratie, verminderde van 7 944 miljoen in 1976 tot 7 378,9 miljoen — inclusief de speciale dotatie van Brussel-stad — in 1982, zijnde een nominale vermindering met 7,1 pct. Daartegenover was er een stijging van 63,3 pct. van de dotatie voor Vlaanderen en een stijging met 114,1 pct. van de dotatie voor Wallonië. Ook omgerekend in concrete inkomenscijfers van het Gemeentefonds per inwoner moeten de Brusselse gemeenten in bepaalde gevallen de duimen leggen. Dit blijkt zeer duidelijk uit de tabellen van het inderdaad uitstekende verslag van collega Pouillet. Ik geef hier weer de naakte cijfers. Zo kan men bijvoorbeeld vaststellen dat in de categorie van gemeenten met een aantal inwoners schommelend tussen 85 000 en 120 000 Leuven 6 392 frank per inwoner int en Bergen 7 523 frank per inwoner, terwijl de gemeente Anderlecht daarentegen het met 4 470 frank per inwoner moet stellen.

De opmerking dat men hier in het laatste geval niet te doen heeft met een gewestelijk centrum, mag mijns inziens niet doorslaggevend zijn in het verlenen van de nodige kredieten.

Schimpn op de Brusselse gemeenten, als zouden deze per inwoner bewust meer uitgeven dan de rest der Belgische gemeenten, durf ik hier formeel van de hand doen als laster.

Tenslotte dient men eveneens ermee rekening te houden dat de bevolking van het Brusselse Gewest tussen 1970 en 1980 met 74 800 eenheden verminderde terwijl de samenstelling ervan evolueerde naar meer verarmde en verouderde, en dus economisch zwakkere bevolkingsgroepen. Ook dat is voor Brussel een harde realiteit.

Al bij al, dames en heren, durf ik hier dan ook, op de vraag of de Brusselse gemeenten de 9 miljard bedragende lening nodig hebben, met een volwaardig « ja » te antwoorden, alhoewel ik er even nadrukkelijk, en dit in de richting van de gemeenten zelf, durf aan toe te voegen « maar »; van de houding van deze laatste zal immers voor een groot gedeelte afhangen of de rest van het land werkelijk zal blijven geloven in de noodzaak ervan.

Het is dan ook aan de Brusselse gemeenten om dit concreet te bewijzen, in de eerste plaats door het opstellen van een degelijk economisch en financieel verantwoord saneringsplan — uiteindelijk betreft het immers een saneringslening — en in de tweede plaats door een geloofwaardige uitwerking ervan in het licht van de door de regering bij de ondergeschikte besturen gedane oproep tot sanering. In die zin is het dan ook de lening van de laatste kans. Aan de Brusselse gemeenten om deze waar te maken. (Minister Hatry applaudisseert.)

M. le Président. — La parole est à M. Hatry, ministre.

M. Hatry, ministre de la Région bruxelloise. — Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais tout d'abord joindre mes félicitations à celles de nos collègues qui ont remercié le rapporteur de la qualité de son travail. Je me réjouis de constater qu'une collaboration étroite a régné, au cours de la rédaction de ce rapport, entre le rapporteur et les collaborateurs de la Région bruxelloise, et s'est traduite par un travail remarquable qui, à mon avis, fera date dans notre assemblée. Je tiens très simplement à féliciter M. Pouillet.

M. R. Gillet. — Très bien.

M. Hatry, ministre de la Région bruxelloise. — M. de Donnée a mis l'accent sur le fait que la problématique communale était, en ce qui concerne la Région bruxelloise, analogue en importance au problème qui se pose, pour l'aspect industriel, à d'autres régions du pays, à savoir le problème des secteurs nationaux.

Il s'agit incontestablement, pour les communes bruxelloises, d'un problème clé. Je remercie M. de Donnée d'avoir apporté son appui au projet de loi en discussion.

M. Cudell a émis deux réflexions. La première concerne l'évolution du Fonds des communes. Comme d'autres orateurs, il a mis l'accent sur la modification dans la répartition régionale du Fonds des communes qui, a-t-il souligné, dans son ensemble, a subi, comme d'autres interventions de l'Etat ou des pouvoirs subordonnés, les effets de la récession économique, ce qui conduit à l'impossibilité de satisfaire totalement les engagements pris en 1975 et en 1976 quant à l'évolution en valeur absolue du Fonds des communes. Je ne puis à ce stade que le déplorer, mais nécessité fait loi!

Combien d'autres institutions, notamment dans le domaine de la sécurité sociale, se sont trouvées dans la même situation, à savoir l'impossibilité de réaliser intégralement des projets que nous avions élaborés en période de grande prospérité. Il a fallu, dans la suite, réduire nos ambitions et, malheureusement, le Fonds des communes, en valeur absolue, en a subi le contrecoup.

La deuxième réflexion de M. Cudell porte sur les effets du droit de tirage que le projet de loi ouvre aux communes, une fois qu'elles ont emprunté les sommes dont elles ont besoin. L'une des raisons pour lesquelles il est normal que le taux d'intérêt soit celui du marché réside dans le fait qu'il doit constituer, dans une certaine mesure, un élément amenant les communes à ne recourir à cet emprunt que si elles se trouvent dans l'impossibilité d'agir autrement. M. Cudell a suggéré qu'on applique aux dettes des communes le même traitement que celui qui fut réservé, en 1981, aux dettes du passé du régime de la sécurité sociale des indépendants, représentant à l'époque une trentaine de milliards environ. J'ai eu l'occasion de promouvoir, en qualité de ministre des Finances, la solution qui est intervenue quelques mois plus tard.

Ceci ne peut constituer qu'une suggestion et j'y reviendrai lorsque je parlerai du traitement réservé aux dettes des quatre grandes villes ayant émis des emprunts dans le public.

Je voudrais vous faire part de ma philosophie précise en ce qui concerne le plan d'assainissement que plusieurs orateurs ont évoqué.

Au niveau communal, des mesures doivent être adoptées selon une certaine hiérarchie et une certaine progressivité.

Incontestablement les premières mesures doivent porter sur un effort de réduction des dépenses. Des économies dans tous les domaines où elles sont possibles et justifiées constituent le premier volet de l'assainissement, et je désire conserver ce terme

d'assainissement, même si, dans certains cas, il n'est pas tout à fait indiqué.

Il conviendrait ensuite qu'en dehors des prestations collectives que fournissent les communes, celles qu'elles remplissent à titre individuel — délivrance de certificats, d'attestations, de documents de toute espèce — et qui coûtent souvent fort cher, beaucoup plus cher qu'on ne se l'imagine généralement, soient plus justement calculées et facturées aux bénéficiaires à un niveau qui se rapproche davantage de leur coût réel.

Il s'agirait donc de mieux adapter les recettes aux dépenses provoquées par les demandes individuelles.

M. R. Gillet. — Y compris celles de l'Etat, monsieur le ministre.

M. Hatry, ministre de la Région bruxelloise. — Un troisième volet non négligeable vise les dépenses qui ont été faites antérieurement en matière immobilière et qui ne correspondent pas à la mission d'autorité publique de la commune. Au moment des vaches grasses, on a acheté tant et plus, sur le territoire de la commune ou en dehors de celui-ci, en Belgique ou à l'étranger. On a cru qu'il suffisait d'acheter pour être prospère à l'avenir.

Dans le cas de communes fortement endettées, tout ce qui n'est pas strictement nécessaire à l'exercice de leur fonction d'autorité doit faire l'objet d'un examen très sérieux pour déterminer si les éléments d'actifs qui ont contribué à l'endettement de certaines communes sont encore vraiment nécessaires.

Le point suivant qui doit retenir notre attention, si les trois premiers éléments ne suffisent pas à rétablir l'équilibre, est celui de la fiscalité.

Je souhaite personnellement, et ce doit être le vœu de tout bon gestionnaire communal, que là où c'est possible, l'équilibre soit réalisé avant 1988, qui est la date ultime. Si une commune est en mesure d'atteindre plus rapidement cet objectif, ce sera préférable pour tout le monde, pour les administrateurs communaux, pour les habitants et pour la crédibilité des communes.

Il est évident que nous n'avons pas décidé que les communes retrouveraient leur autorité et leur responsabilité en matière fiscale pour que celles-ci, si elles n'arrivent pas autrement à boucler leur budget, refusent ou renoncent à recourir à ce moyen. C'est une possibilité à ne pas négliger.

Enfin, j'en arrive aux deux derniers aspects qui doivent être évoqués. Il existe des dettes qui ne sont pas, dans le chef de nombreuses communes, imputables à des actes de mauvaise gestion, mais à des circonstances structurelles qui caractérisent la situation de ces communes.

La gouvernance tout entier cherche la solution qui permette aux communes de retrouver le degré d'autonomie qui devrait être le leur et qui est totalement annihilé par le poids très lourd de leur dette publique. L'Etat central vit une situation similaire car le fardeau de la dette pèse également sur lui — financièrement et sur son autonomie — et se répercute inévitablement sur les contribuables.

Nous voulons que les communes redeviennent des entités vivaces où les administrateurs communaux peuvent exercer leurs responsabilités et ne se voient pas limités, en fin de compte, aux seules obligations impératives, éliminant toute action facultative. C'est dans le domaine facultatif, ainsi que dans celui de la bonne organisation des tâches obligatoires des communes, que se marque la qualité de la gestion.

Par conséquent, le problème de la dette est général et n'est pas seulement limité aux quatre grandes villes dont on a beaucoup parlé ces derniers jours. Si le gouvernement s'est particulièrement penché sur la situation de Bruxelles, Anvers, Liège et Gand, c'est en raison du fait qu'elles ont émis dans le public des obligations, des titres assortis de paiement d'intérêt et qu'il convient, en tout cas pour le crédit du pays, tant en Belgique qu'à l'étranger, qu'on ne se trouve pas, à un moment donné, devant une cessation de paiement de l'une ou l'autre de ces villes.

C'est pour ce motif que le gouvernement a, en premier lieu, saisi le problème au niveau de ces quatre villes.

Bien entendu, d'autres communes — et un groupe de travail ministériel œuvre dans ce domaine — qui se trouvent confrontées avec des problèmes structurels analogues, verront leur cas examiné de la même façon sur base de critères objectifs. On regardera, alors, si une solution analogue à celle qui est envisagée pour les quatre grandes villes et dont vous avez lu, dans les grands traits, la formule, peut se justifier et se défendre. Mais au stade actuel, c'est un groupe

de travail qui se penche sur la matière. Je ne puis prendre d'autres engagements que de vous communiquer cette information.

Enfin, sur le plan de la répartition régionale du Fonds des communes, tous les orateurs qui sont intervenus, y compris des orateurs non bruxellois, ont souligné à quel point la situation actuelle est insupportable et génératrice d'injustices, injustices qui, en fin de compte, susciteront une révolte au niveau bruxellois.

Plusieurs orateurs, et j'abonde dans leur sens, sont intervenus pour dire que la situation d'avant 1976 n'était pas elle non plus parfaite. Pour moi, par ailleurs, l'évolution du Fonds des communes, mise notamment en évidence par le dernier orateur, est le reflet d'une situation qu'on ne peut pas tolérer plus longtemps à Bruxelles.

Les suggestions en ce qui concerne une modification du mode de répartition du Fonds des communes doivent faire leur chemin. Je me permets de rappeler au Sénat que je ne suis ministre que depuis le 20 janvier 1983. A chaque jour suffit sa peine. Je m'efforcerai de concrétiser ce que, avant ma nomination déjà, mon prédécesseur avait suggéré — mais cela n'a pas été plus loin — comme modification à la répartition du Fonds des communes.

C'est un problème qui dépasse forcément la possibilité de prise de position du seul ministre de la Région bruxelloise.

Il est clair que les critères qu'on a avancés, tels que l'insertion de la densité de population — qui est effectivement un critère mis en évidence dans d'autres Etats —, ainsi que la révision de certains postes pour tenir compte du grand nombre, dans les dix-neuf communes, de résidents qui ne sont ni enregistrés comme habitants, parce qu'ils ne sont pas inscrits au registre de la population, ni enregistrés à l'impôt des personnes physiques parce que, de façon tout à fait légitime, ils ne paient aucun impôt, il est clair, dis-je que tous ces éléments devront fournir la base d'une révision des sommes que reçoit à l'heure actuelle la Région bruxelloise.

M. R. Gillet. — Très bien !

De heer Hatry, minister van het Brussels Gewest. — Ik ga nu over tot de behandeling van de vragen gesteld door mevrouw Staels. In haar uiteenzetting heeft ze een groot aantal gegevens behandeld. Ik zal natuurlijk niet op alles ingaan.

Ze heeft heel wat vragen gesteld. Onder meer werden cijfers gegeven over de ophaling van het huisvuil en de brandweerdienst. Het aantal personeelsleden door de agglomeratie tewerkgesteld in die dienst, ligt heel wat lager dan de 1 410 die zij citeert. Voor het ogenblik zijn er iets meer dan 1 000, maar dat aantal zal binnen de eerstvolgende maanden worden gereduceerd tot minder dan 1 000.

Vervolgens werd ook gevraagd hoeveel ambtenaren er bezig zijn met de voogdij van het Brussels Gewest. Niet meer dan 8,5 pct. van de ambtenaren van het ministerie van Binnenlandse Zaken werden overgeheveld naar het Brussels Gewest. Uit de gegevens die mij werden overhandigd, blijkt dat meer dan 40 pct. van de ambtenaren van de dienst van de voogdij bezig waren met de Brusselse gemeenten. Op het ogenblik bestaat er in het Brussels Gewest dus een groot tekort aan ambtenaren voor de voogdij. Daar moet iets aan worden gedaan maar u weet dat de regering niet toelaat dat aanwervingen gebeuren. En groot deel van de taken in verband met de voogdij gebeurt thans door mijn kabinet, wat eigenlijk niet de bedoeling is van een kabinet.

De « audit » over de agglomeratie werd overgemaakt aan het Gewest. Het Gewest is nu bezig met het onderzoek van de gegevens, en ik ben niet in staat daarover nu reeds aan de Senaat verslag uit te brengen. Wij moeten nog een paar weken wachten. Het gaat om een zeer complex document waarin de financiën van de agglomeratie worden behandeld, maar tegelijkertijd ook die van de Regie der gebouwen. De analyse is dus moeilijk. Over een paar weken zal ik de Senaat daarover verslag uitbrengen.

Ik meen dat ik hiermee heb geantwoord op de meest belangrijke vragen van mevrouw Staels.

M. Désir s'est étonné de l'emploi du terme « assainissement ». Je crois que ce terme se justifie, même si l'assainissement doit être assuré partiellement par des économies.

Qu'a fait le gouvernement, de son côté ? La politique qu'il a menée depuis la déclaration gouvernementale a été axée sur l'assainissement. Je mentionnerai seulement, en passant, la politique suivie dans le domaine du recrutement. Celui-ci a été stoppé et je vous prie de croire que, dans une série de départements ministériels, cet arrêt du recrutement ne s'est pas fait sans peine. Il me revient qu'après dix-huit mois, on a déjà constaté dans certains départements, le départ d'environ 20 p.c. des effectifs administratifs. Il s'agit donc là d'un véritable assainissement qui s'opère particulièrement dans les

services où le travail est le plus pénible, où les horaires sont continus. On touche donc là un travail plus industriel qu'administratif.

Tout cela se traduit par une insuffisance et même un manque d'effectifs qu'il va falloir pallier dans un certain temps, éventuellement par la mobilité interne des fonctionnaires, mais il n'est pas toujours possible d'y recourir, même si c'est une formule souhaitable. Ou alors, il faudra songer au recrutement additionnel; il s'imposerait pour les fonctions les plus pénibles qui sont caractérisées par un travail de vingt-quatre heures sur vingt-quatre, comportant des prestations de nuit; ce sont des fonctions que je qualifierais d'«industrielles et répétitives». Je songe aux services d'analyse des statistiques, au travail sur ordinateur ou à d'autres activités qui ne constituent pas exactement le travail qu'on attribue dans l'opinion publique aux fonctionnaires.

En ce qui concerne l'emprunt accordé par le Crédit communal, je ne puis faire miennes les critiques formulées par M. Désir à l'égard de cet organisme. En effet, le Crédit communal doit exercer une sorte de fonction de contrôle de gestion externe à l'égard des communes à l'image d'un banquier. Il a aussi créé le service communal chargé d'aider les gestionnaires communaux.

En ce qui concerne les emprunts qui ne sont pas « au jour le jour », je maintiens que les communes peuvent obtenir des taux d'intérêt favorables de 11,75 p.c., niveau inférieur à celui du marché qui se situe, à l'heure actuelle, à 13 p.c. environ. C'est le taux dont est chargé l'emprunt à court terme et les avances demandées par les communes. Si celles-ci peuvent trouver un taux d'intérêt plus favorable qu'au Crédit communal, je les invite à y recourir, mais je crains qu'elles ne puissent trouver mieux que les 13 p.c. actuels.

Dit geeft mij ook de gelegenheid te antwoorden op de vraag die mevrouw Staels heeft gesteld in verband met de zes gemeenten die een voorschot hebben gevraagd en het ook van het Gemeentekrediet hebben ontvangen. Het betreft de gemeenten Vorst, Jette, Sint-Joosten-Node, Etterbeek, Schaarbeek en Sint-Pieters-Woluwe. Deze gemeenten hadden een saneringsplan ingediend behalve Sint-Pieters-Woluwe waar dit niet mogelijk was aangezien de verkiezingen maar pas hadden plaatsgevonden. Ook aan de Brusselse agglomeratie werd een voorschot toegekend. Het saneringsplan is wel ingediend maar mijn administratie heeft het nog niet kunnen onderzoeken.

M. Désir a également invoqué la comparaison avec d'autres villes étrangères où le critère de la densité est retenu comme une clé d'attribution des ressources de la solidarité. C'est le cas de Brème et de Hambourg en Allemagne, de Vienne en Autriche. La Belgique pourrait y trouver un élément d'inspiration. Peut-être conviendrait-il d'envisager la possibilité de suivre ces institutions étrangères qui fonctionnent de façon relativement satisfaisante depuis nombre d'années, mieux en tout cas que ne le font les institutions belges à l'heure actuelle. Il est cependant trop tôt pour se prononcer définitivement à ce sujet.

En ce qui concerne l'analyse faite par M. Désir des différentes directives qui sont parvenues aux bourgmestres de la Région bruxelloise, soit concernant le budget de 1983, soit au sujet du plan d'assainissement de 1983 à 1988 au plus tard, je maintiens que le blocage du recrutement est tout à fait supportable pendant un temps minimum, et nécessaire à la lumière du gonflement du personnel de la fonction publique, tant au niveau communal qu'au niveau national, au cours des dernières années.

Il viendra, bien sûr, un moment où ce blocage ne sera plus possible. Nous reverrons alors notre position.

Je rappelle toutefois que les fonctions de santé et de sécurité en sont exclues. Ceci ne signifie pas nécessairement que les communes peuvent se permettre de classer, au titre de la santé ou de la sécurité, les trois quarts de leur personnel et, du coup, s'en prévaloir pour recruter à nouveau.

Je vous mets en garde contre un tel excès. Il est évident qu'en cas d'abus d'autres mesures devront être prises pour classer exclusivement dans ces groupes le personnel qui concerne réellement la santé et la sécurité. Par ailleurs, je ne vois pas le comité d'accompagnement, consultatif, compromettre l'autonomie de la commune, qui désigne la moitié de ses membres.

J'ai constaté avec intérêt que les uns plaident pour le maintien des chômeurs mis au travail, tandis que d'autres, au contraire, s'y opposent.

La mesure que le gouvernement a prise et qui consiste à tenter de modifier la situation par le remplacement progressif des chômeurs mis au travail par du recrutement statutaire, dans un certain nombre de cas et dans les limites des objectifs budgétaires, est une formule meilleure que celle de perpétuer ce système des CMT qui, je n'hésite pas à la dire, ouvre quelque peu la porte à un réel arbitraire.

En ce qui concerne les dépenses facultatives, M. Désir nous signale, et je le note avec intérêt, qu'il conviendrait, dans certains cas, d'allouer des préavis parfois de longue durée. Je lui rappelle que si l'on est obligé d'en arriver là, on peut, en contrepartie, demander la prestation durant ce préavis. Si l'intéressé refuse cette prestation, il n'est pas nécessaire de lui payer ce montant.

En d'autres termes, s'il y a des préavis, demandez, en contrepartie, les prestations correspondantes. A la fin de cette période, la situation sera assainie.

On a également évoqué la notion de prépension. Il est évident que, dans une certaine mesure, celle-ci peut être liée à la notion de l'augmentation de l'emploi. J'attire toutefois l'attention sur le fait que la notion de prépension est liée dans le cas de la circulaire de la Région à celle de personnel excédentaire. Nous partons de l'idée qu'il y a trop de personnel dans certaines communes et que la prépension est un moyen de renoncer à un certain nombre d'agents dans des conditions honorables et sans porter atteinte aux services fournis par la commune.

Enfin, en ce qui concerne l'affectation de la police à d'autres tâches que celles qui sont normalement les siennes, il convient de considérer attentivement ce que fait, en réalité, la police dans chaque commune et de voir si, dans le cadre de la mobilité, d'autres personnes ne pourraient accomplir les travaux administratifs qui lui sont confiés.

Je terminerai mon intervention en disant à M. Désir que je partage son avis en ce qui concerne la notion de service public. Le public ne doit pas avoir l'impression qu'il est à la merci des fonctionnaires des communes, mais bien que ceux-ci sont au service de la population. Trop souvent, on a eu l'impression que, le personnel communal bénéficiant d'un statut privilégié, il considérait, lui, qu'il était le maître et que les administrés dépendaient de lui.

J'espère que la situation présente de l'économie et des communes ramènera la notion de service comme élément essentiel de la finalité de l'administration communale et que, de ce côté, on se trouvera dorénavant devant une politique qui ne soit pas celle des guichets.

Ik denk niet dat mevrouw De Pauw zich specifiek tot mij heeft gericht. Haar uiteenzetting ging eerder in de richting van een algemene commentaar op het wetsontwerp en op het gemeentebestuur en niet over de lening van 9 miljard.

Ik zal trachten de informatie over de ontwikkeling van de gemeentelijke fiscaliteit van 1975 tot 1982 in het verslag over de begroting van het Gewest voor 1983 in te lassen.

M. Gillet se décerne tout de même avec un peu trop d'assurance un certificat de bonne gestion.

Je ne dis pas, monsieur Gillet, que tout soit mauvais à Woluwe-Saint-Pierre. Je suis d'accord avec vous pour estimer qu'il y a là de bonnes choses.

Ainsi en est-il de l'importance de la population active, du petit nombre de chômeurs, du niveau de vie et des revenus élevés de la population. J'y ajouterai l'absence de certains éléments négatifs constatés dans d'autres communes: les chômeurs obligés de pointer ou les étrangers à charge du CPAS.

J'estime néanmoins qu'une commune qui présente tous ces atouts ne doit pas tendre la main dès le 1^{er} avril ou le 1^{er} mai de l'année au pouvoir de tutelle.

Vous citerez, monsieur Gillet, parmi les bonnes choses aussi le patrimoine immobilier. Je mettrai pareille affirmation en doute. Les échos que je reçois semblent indiquer que ce patrimoine a été acheté ou bâti beaucoup trop cher; qu'on ne parvient pas à trouver des locataires adéquats. Il y a, en dehors du patrimoine locatif, des dépenses de pur prestige dont vous avez, il est vrai, hérité lorsque vous êtes devenu bourgmestre; ce n'est pas là votre responsabilité mais plutôt celle de votre parti.

Tous les éléments me font croire que si vraiment Woluwe-Saint-Pierre, avec tous ces atouts, était mieux gérée, je n'aurais pas à citer cette commune parmi celles qui ont reçu une avance au cours de ces deux derniers mois.

Je regrette de devoir le dire, mais il y a des armes qui vous explosent au visage, telles votre intervention de tout à l'heure.

J'ajouterai que votre souhait de bénéficier de taux d'intérêt plus bas que la norme ne me paraît pas fondé, dans la mesure où vous pratiquez une politique permanente d'acquisitions immobilières. Pourquoi l'Etat devrait-il subsidier Woluwe-Saint-Pierre pour que la commune puisse, par des achats immobiliers, faire concurrence aux particuliers qui désirent acquérir maison ou appartement? Cela me paraît absurde et tout à fait à côté de la politique à mener par une commune bien gérée.

Je n'entends en tout cas pas pousser le gouvernement dans cette voie. Affecter ses ressources à l'acquisition d'un patrimoine immobilier me paraît aller trop loin dans le concept raisonnable de la gestion d'une commune.

De heer Chabert. — Mijnheer de minister, waarom hebt u dan voorschotten toegekend? Is dat geen premie voor het wanbeheer dat u daarnet hebt aangeklaagd?

De heer Hatry, minister van het Brusselse Gewest. — Omdat de gemeente voor nieuwe verkiezingen geplaatst was en het niet redelijk zou zijn dat de ambtenaren van de gemeente niet werden betaald omdat de uitslag van de verkiezingen door de Raad van State werd geannuleerd, heeft het Gemeentekrediet dat voorschot verleend.

De heer Chabert. — Het was dus om de ambtenaren te betalen?

De heer Hatry, minister van het Brusselse Gewest. — Inderdaad, alleen daarvoor.

Mevrouw Staels-Dompas. — Deze gemeente heeft het tweede grootste deficit; per inwoner 11 354 frank volgens het verslag en zij vraagt maar 1 450 opcentiemen waar andere gemeenten nu worden gedwongen 3 à 4 000 opcentiemen op te leggen. Toch kent u een voorschot toe aan zulk een gemeente. Ik vind dat niet verantwoord. De opvolgers die het bestuur van die gemeente moeten overnemen, zullen voor zeer grote financiële problemen staan en een zware erfenis uit het verleden meekrijgen.

De heer Hatry, minister van het Brusselse Gewest. — De begroting van Sint-Pieters-Woluwe voor 1983 is nog niet goedgekeurd. Ik ben verantwoordelijk voor hetgeen nu zal gebeuren, maar niet voor wat vroeger is gebeurd.

Ik kan u verzekeren dat de begroting van Sint-Pieters-Woluwe binnenkort in evenwicht zal moeten zijn. Ik zal dit eisen van het nieuwe bestuur.

Mevrouw Staels-Dompas. — Maar dat nieuwe bestuur zal het evenwicht moeten realiseren terwijl het vorige bestuur dergelijke grote putten heeft gemaakt, zij het dan dat de gemeente een patrimonium heeft van 5 miljard.

M. R. Gillet. — Je demanderai la parole tout à l'heure après le ministre.

M. Hatry, ministre de la Région bruxelloise. — Je vous prie de me laisser terminer mon exposé et ensuite peut-être le Président vous donnera-t-il la parole.

Le critère de la densité a effectivement été avancé par mon prédécesseur, notamment dans les exposés qu'il a faits à la commission des Finances. Cependant, dans ce domaine, on ne peut improviser. Il convient de rassembler toutes ces propositions qui auront, le cas échéant, une répercussion uniquement pour 1984.

J'ai dit ce que je pensais des charges patrimoniales et de l'avantage ou de l'inconvénient qu'elles représentent.

Quant au sort qui sera réservé aux finances des autres communes que les quatre grandes villes du pays, je vous ai dit qu'un groupe de travail interministériel existait à cet égard.

Ceci étant, les sommes dont vous avez pris connaissance dans les journaux ne concernent, à ce stade-ci, que Bruxelles-ville et non pas les autres communes. Elles ne se rapportent en effet qu'aux quatre villes qui ont une dette placée dans le public.

Ik betreur dat de heer Maes dit wetsontwerp niet kan goedkeuren.

Ik dank de heer Weckx voor zijn objectieve uiteenzetting van de voor- en nadelen van het wetsontwerp en ook voor zijn zeer precieze beschrijving van de Brusselse situatie.

Monsieur le Président, j'ai essayé de répondre à la majorité des questions qui ont été posées. Si l'une ou l'autre question n'avait pas reçu de réponse, je prie les orateurs de réintervenir sur le point qui n'aurait pas été approfondi. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Roland Gillet.

Je souhaite que la réplique soit brève et que l'orateur s'en tienne autant que possible au point en discussion.

M. R. Gillet. — Monsieur le Président, je m'en tiendrai strictement au respect du règlement. Je parle après un ministre et, de plus, j'ai été

l'objet de plusieurs petites attaques. C'était d'ailleurs un honneur pour moi d'être pris à partie par Mme Staels et d'autres néerlandophones qui s'intéressent très fort au problème de Bruxelles! Je me sens donc très à l'aise.

Monsieur le ministre, contrairement à ce que vous disiez tout à l'heure, je considère que cette commune de Woluwe-Saint-Pierre à laquelle vous vous attaquez est, à mon sens et quoi que vous en disiez, bien gérée.

C'est vous qui avez publié tous ces chiffres. En fait, il n'y en a qu'un seul qui soit négatif. C'est le plus important, j'en conviens, je l'ai reconnu tout à l'heure très clairement. Le problème est uniquement celui de la charge de la dette.

En compensation de cette charge de dette, il existe, c'est vrai aussi, un patrimoine immobilier extraordinaire.

Mais, monsieur le ministre, si vous avez bien consulté les chiffres, ce patrimoine immobilier se compose de la maison communale — celle-ci relève de personnes qui figurent sur la liste de votre formation, non de la mienne —, du centre sportif, de la maison de la culture. Ce sont effectivement de grandes réalisations. Mais qui était l'échevin à l'époque, sinon un membre de votre parti? Un de nos collègues sénateurs. S'il était ici, il dirait qu'il a été à l'origine de la maison de la culture — il était échevin de la culture — et du centre sportif — il était échevin des sports!

Cela étant, monsieur le ministre, parmi ces investissements il y a deux points noirs.

Le premier, ce sont Les Venelles. Un milliard.

Mais c'est là une question dont on pourrait discuter longuement. Que direz-vous dans quatre ou cinq ans, même pas, lorsque Les Venelles rapporteront beaucoup à la commune?

M. Hatry, ministre de la Région bruxelloise. — C'est une opération désastreuse.

M. R. Gillet. — Un bon père de famille achète une maison pour ses enfants. A cette fin, il emprunte; il rembourse son emprunt et, par la suite, il n'y a plus de loyer à payer.

C'est un peu ce que la commune a voulu faire. La situation s'est malheureusement modifiée. Je vous dirai que je n'en suis pas personnellement responsable, même si j'aime prendre mes responsabilités, au contraire de certains autres! La construction des Venelles partait d'une bonne intention. Si la conjoncture avait été meilleure, c'eût été une solution merveilleuse, la commune attirant de nouveaux habitants et mettant à leur disposition un complexe immobilier d'un milliard pour lequel, certes, elle dépense actuellement de l'argent, mais qui lui en rapportera dans quatre ou cinq ans. L'opération n'était donc pas mauvaise. Tout au plus peut-on dire que, dans les conditions présentées, elle était malencontreuse.

Quant au reste du patrimoine immobilier, à savoir les terrains, la partie réalisable représente 350 millions, dont 200 millions doivent être réalisés effectivement; nous sommes entièrement d'accord avec vous sur ce point. La mise en vente de ces terrains permettrait de récupérer 20 millions d'intérêts par an ainsi que de gagner rapidement 100 millions.

Sans doute peut-on, par le non-gonflement ultérieur de la charge de la dette, revenir à l'équilibre budgétaire en 1988, ainsi que vous l'envisagez. J'irai plus loin: Woluwe-Saint-Pierre sera vraisemblablement une des premières communes à atteindre l'équilibre budgétaire. Nous ne devons pas faire tellement d'efforts pour cela, et nous le ferons.

En réponse aux insinuations émanant de la droite CVP, je tiens à préciser à nouveau que si le budget et le plan d'assainissement n'ont pas encore été votés c'est, ainsi que vous l'avez d'ailleurs rappelé vous-même, en raison des nouvelles élections. Il était matériellement impossible de faire voter par une majorité un budget qu'une autre majorité aurait éventuellement dû appliquer. J'ai proposé une solution de compromis et demandé à tous les partis de s'entendre pour établir le budget et un plan d'assainissement. Il fut impossible d'arriver à un accord. Je laisse la responsabilité de cet échec aux véritables responsables.

Je signale que le conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre se réunira le 27 mai, avec, vraisemblablement, la majorité actuelle. Il votera sur le budget, établi par les fonctionnaires en appliquant strictement les circulaires ministérielles, et sur le plan d'assainissement. Nous prendrons nos responsabilités, bien que nous puissions ne plus être au pouvoir par la suite. Vous aurez donc pour le 27 mai, comme vous le demandez, monsieur le ministre, un budget et un plan d'assainissement.

Je tiens à profiter de l'occasion pour vous remercier de votre compréhension. Vous auriez pu exiger que nous déposions le plan d'assainissement pour le 24 avril, comme les autres communes, mais vous avez bien voulu tenir compte de la situation particulière de Woluwe-Saint-Pierre.

Parce que nous sommes une commune bruxelloise, certains nous témoignent automatiquement de la hargne, voire de la méchanceté. Je le regrette, mais j'estime personnellement que c'est un honneur d'être attaqué par le CVP et la Volksunie. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten.

Het enig artikel van het ontwerp van wet luidt:

Enig artikel. De minister van Financiën en de minister van het Brusselse Gewest, handelend samen in naam van de Staat, zijn gemachtigd een lening aan te gaan waarvan de netto-opbrengst tegemoet moet komen aan bepaalde financiële behoeften van de Brusselse ondergeschikte besturen.

Het effectief bedrag van de lening mag de 9 miljard frank niet overschrijden.

De interesten en de delgingslasten van die lening vallen ten laste van de ondergeschikte besturen van het Brusselse Gewest, naar rata van het deel in de lening waarvan zij zouden genieten.

Indien nodig en te bijkomenden titel kan de executieve op de gewestelijke begroting een bijdrage voor de financiële lasten van deze lening inschrijven.

Deze bijdrage mag geen overschrijding van de gewestelijke dotatie ten gevolge hebben.

De toekenning van een gedeelte van de opbrengst van de lening aan een gemeente of aan de agglomeratie wordt afhankelijk gesteld van sanerings- en besparingsmaatregelen die door de executieve van het Brusselse Gewest bepaald worden.

De toepassingsmodaliteiten zullen bij koninklijk besluit vastgesteld worden.

Article unique. Le ministre des Finances et le ministre de la Région bruxelloise agissant conjointement au nom de l'Etat, sont autorisés à contracter un emprunt dont le produit net doit permettre de rencontrer certains besoins financiers des pouvoirs subordonnés bruxellois.

Le montant effectif de l'emprunt ne peut excéder 9 milliards de francs.

Les charges d'intérêts et d'amortissement de cet emprunt sont supportées par les pouvoirs subordonnés de la Région bruxelloise, au prorata de la part dont ils bénéficient dans l'emprunt.

Pour autant que de besoin et à titre supplétif, l'exécutif régional peut inscrire au budget régional une contribution aux charges financières de cet emprunt.

Cette contribution ne peut avoir pour effet d'entraîner un dépassement de la dotation régionale.

L'octroi d'une part du produit de l'emprunt à une commune ou à l'agglomération, est subordonné aux mesures d'assainissement et d'économies déterminées par l'exécutif de la Région bruxelloise.

Les modalités d'exécution sont déterminées par arrêté royal.

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Nous reprendrons nos travaux cet après-midi à 14 h 15 m.

Wij zullen onze werkzaamheden deze namiddag te 14 u. 15 m. voortzetten.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 13 h 05 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 13 u. 05 m.*)

1980